

Crise agricole et tensions socio-ethniques dans le Bas-Canada, 1802-1812

Éléments pour une ré-interprétation

Gilles Paquet and Jean-Pierre Wallot

Volume 26, Number 2, septembre 1972

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/303174ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/303174ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Paquet, G. & Wallot, J.-P. (1972). Crise agricole et tensions socio-ethniques dans le Bas-Canada, 1802-1812 : éléments pour une ré-interprétation. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 26(2), 185–237.
<https://doi.org/10.7202/303174ar>

CRISE AGRICOLE ET TENSIONS
SOCIO-ETHNIQUES DANS LE BAS-CANADA,
1802-1812 :

ÉLÉMENTS POUR UNE RÉ-INTERPRÉTATION *

GILLES PAQUET
*Département d'économie
Carleton University*

JEAN-PIERRE WALLOT
*Département d'histoire
Sir George Williams University*

I. Introduction

Depuis une décennie, le débat autour de la "crise agricole" dans le Bas-Canada au début du XIXe siècle s'est avivé. La question était dans l'air depuis longtemps; mais la formulation et le sens que lui ont assignés Fernand Ouellet et Jean Hamelin en 1962,¹ devaient relancer la "crise agricole" au centre du tapis. D'aucuns se sont étonnés des tours parfois acerbes qu'ont pris ces discussions. En effet, puisque personne ne semble mettre en doute l'existence d'un grave malaise dans l'agriculture bas-canadienne durant la première moitié du XIXe siècle, pourquoi se quereller autour de la définition des commencements de cette "crise"? Pour comprendre le sens de ces débats, il faut reprendre le problème par le début.

On n'a pas toujours distingué assez clairement le *phénomène* "crise agricole" (dont on peut se demander s'il existe ou non dans les années 1800-1810 par exemple), d'une part, et, d'autre part, les *conséquences du phénomène* présumé, i.e. le rôle qu'il est appelé à jouer dans un schéma d'explication de la réalité

* Version révisée d'une communication présentée à l'ACFAS, en octobre 1971. Nous remercions vivement nos assistants de recherche (F. Faribault-Gaudry, W. A. Manfield, J. McCraw-Frost, D. Moisan, H. Paré et R. Wallot), de même que le Conseil des Arts du Canada, le Centre de recherche en histoire économique du Canada français, le Musée de l'Homme du Canada, les universités Carleton (Ottawa), Sir George Williams (Montréal) et de Toronto pour leur appui financier. Enfin, nous tenons à remercier particulièrement R. C. Harris pour ses commentaires fort utiles sur une première version de ce mémoire. A cause de contraintes d'espace, l'appareil de notes a dû être réduit sensiblement.

¹ F. Ouellet et J. Hamelin, "La crise agricole dans le Bas-Canada, 1802-1837" ["La crise agricole"], *Rapport annuel de la Société historique du Canada* (1962): 17-33.

bas-canadienne. Le cœur du débat tient évidemment au second aspect: la "crise agricole" s'avère importante parce que certaines interprétations la situent à la source de graves tensions socio-ethniques. Malheureusement, le débat s'est souvent bloqué au premier aspect et s'est embourbé dans des comparaisons de données toutes incomplètes. Il faut replacer la question dans son véritable contexte: le rôle de l'agriculture dans les transformations de la société bas-canadienne au tournant du XIX^e siècle.

Le Canada des années 1790-1810 est encore largement ancré dans l'agriculture. Vers 1810, de 50 à 65% de la population vit exclusivement ou presque de l'agriculture, près de 75 à 80% en tire une partie de sa subsistance. Mais en même temps, l'appareil économique affine ses mécanismes, les effectifs démographiques se gonflent, la matrice du développement économique se restructure et s'élargit dans une société où émergent de nouveaux groupes sociaux et où fleurissent de nouvelles institutions: surgissement d'une économie commerciale et industrielle où le marché s'approprie la terre et plus tard le travail.² Reste à savoir si c'est l'économie commerciale ou l'économie de production et de subsistance qui est l'économie dominante, l'économie motrice.³ Nous avons suggéré ailleurs⁴ qu'il y a eu transformation de l'économie bas-canadienne entre 1791 et 1812; mais que les restructurations que l'historiographie traditionnelle a reconnues,⁵ ont amorcé un procès de modernisation qui lui n'a pas été vu. Le procès, malgré les obstacles, se poursuivra inéluctablement; le marché s'incruste au cœur de la vie canadienne. A nos yeux,

² Polanyi a étudié ce procès par lequel le marché établit lentement son *dominium* sur les divers segments de la société. La terre et le travail constituent des étapes importantes parce que leur prise en charge par le marché signifie une mainmise sur la substance même de la société. Voir K. Polanyi, *The Great Transformation* (Boston, 1957).

³ Ce débat a ses variantes dans l'historiographie européenne. Comme l'a écrit F. Mauro, "le problème est de savoir si après 1500 cette économie commerciale est dominante, c'est-à-dire si elle exerce sur l'économie traditionnelle une action "asymétrique" et "irréversible", — si elle est l'économie motrice. Nous avons, nous-même dans nos travaux, penché pour une réponse affirmative. Mais ce n'est pas l'avis d'Ernest Labrousse, par exemple, pour qui l'économie de production et de subsistance reste supérieure à l'économie de circulation." ("Théorie économique et histoire économique", *Cahiers de l'Institut de Science économique appliquée*, 79 (avril 1959): 57.)

⁴ Voir G. Paquet et J.-P. Wallot, "Le Bas-Canada au début du XIX^e siècle: une hypothèse" ["Le Bas-Canada"], *RHAF*, 25 (juin 1971): 39-61.

⁵ V.g. D. G. Creighton, *The Empire of the St. Lawrence* (2^e éd., Toronto, 1956) et F. Ouellet, *Histoire économique et sociale du Québec, 1760-1850* [*Histoire*], (Montréal, 1966).

l'intégration économique des Canadas en 1840 et l'incorporation de toutes les provinces en une unité économique en 1867 marquent les étapes majeures d'un processus d'imbrication économique qui se déclenche à la fin du XVIII^e siècle.⁶

Pour y discerner l'élément moteur, nous avons pris le pouls de l'économie bas-canadienne en son entier à l'aide d'un large éventail d'indicateurs correspondant à ses divers segments et aux différents niveaux de l'analyse. Nous avons ausculté cette réalité socio-matérielle globale au moyen d'un modèle à trois secteurs qui tient pleinement compte des effets de domination entre eux⁷ et permet de rejoindre l'économie totale. De là émane notre conviction que l'économie commerciale était l'économie dominante dans le Bas-Canada au tournant du XIX^e siècle, et notre adhésion à la position Mauro-North.⁸

D'autres ont opté d'emblée pour la position Labrousse. Se fiant à des jalons qui mesurent le secteur agricole ou parfois un de ses segments, certains ont même hasardé l'hypothèse d'une crise pour toute l'économie bas-canadienne.⁹ Il s'agit là de vues partielles d'une réalité complexe et les interprétations qui en ont coulé ont trop souvent pris l'allure d'une lecture des auspices. A partir du postulat de Labrousse, on a hâtivement conclu que la partie constitue une bonne mesure du tout, sans se soucier toujours d'examiner les composantes du changement à tous les niveaux non plus que de spécifier des enclenchements explicites entre le secteur agricole dit dominant et le reste de l'économie.

C'est cette perspective qui confère son intérêt au débat autour de la "crise agricole". En effet, pour un tenant de la position Labrousse comme F. Ouellet, la "crise agricole" est le pivot de toute l'interprétation socio-économique de l'histoire du Bas-Canada au tournant du XIX^e siècle. A son avis, c'est cette "crise" qui déclenche la chute du niveau de vie des habitants et qui engendre les tensions économiques et socio-ethniques d'où sourd le "premier nationalisme" canadien-français apparu vers 1804-05: les professionnels, réduits à végéter par suite de l'effondrement du secteur agricole et du rétrécissement des ouver-

⁶ G. Paquet, "Some Views on the Pattern of Canadian Economic Development", in T. N. Brewis, ed., *Growth and the Canadian Economy* (Toronto, 1968), 49.

⁷ Notre modèle découpe trois secteurs majeurs (international, domestique privé, public) qu'il analyse à divers paliers ("Le Bas-Canada").

⁸ D. C. North abonde dans le même sens que Mauro, *The Economic Growth of the United States, 1790-1860* [*The Economic*] (New York, 1961), chap. 1.

⁹ F. Ouellet, *Histoire*, 235 sqq.

tures (au moment même où, nous dit-on, leurs effectifs croissent), auraient donc agité une masse inquiète, exaspérée et miséreuse. On peut dire que sans la "crise agricole" à compter de 1802 et ses conséquences directes sur les habitants et indirectes sur les professionnels, le schéma Ouellet perd sa capacité à expliquer les tensions socio-politiques de la première décennie du XIXe siècle. Or, Ouellet lui-même établit que "la décennie 1803-1812 est une des plus importantes dans toute l'histoire du Québec".¹⁰

Il s'agit donc d'un débat central: de son dénouement dépend la plausibilité d'une des hypothèses importantes et accréditées sur l'évolution du Bas-Canada entre 1791 et 1840. Quelle valence faut-il accorder au secteur agricole dans le schéma d'explication de l'évolution du Bas-Canada au tournant du XIXe siècle? Qu'advient-il de l'interprétation Ouellet pour la première décennie du XIXe siècle, si la "crise agricole" n'affleure qu'après 1815?

Dans le présent article, nous nous proposons de resituer ce débat important dans son contexte. Après un court rappel historiographique des avatars de cette thèse déjà ancienne, nous en scrutons et critiquons les fondements. Voilà qui nous conduira à formuler les éléments d'une hypothèse différente pour éclaircir les tensions socio-politiques de la première décennie du XIXe siècle, hypothèse qui ne repose plus sur la dominance du secteur agricole et qui n'a donc plus besoin de la "crise agricole" comme élément d'explication. Cette autre hypothèse insiste plutôt sur la lutte autour du pouvoir; elle parle moins de "crise agricole" que de modernisation de l'appareil économique. Cette hypothèse est opératoire et nos travaux récents l'avalisent.¹¹

II. Rappel historiographique

Depuis longtemps déjà, l'historiographie s'accorde sur le fait que l'agriculture bas-canadienne a éprouvé de sérieuses difficultés dans la première moitié du XIXe siècle. Cependant, les désaccords subsistent sur bon nombre de points: a) sur le moment précis où commencent ces difficultés (dans la première décennie du siècle? après 1815? dans les années 1820? vers 1830?); b) sur la mixture de causes à l'origine de ces difficultés (manque de marchés, mauvaises techniques, etc.) et l'importance

¹⁰ *Ibid.*, 169.

¹¹ G. Paquet et J.-P. Wallot, *Patronage et pouvoir dans le Bas-Canada (1794-1812): un essai d'économie historique* (à paraître aux PUQ, novembre 1972), surtout chap. 5.

relative de chacune; c) sur les conséquences économiques, socio-ethniques et politiques du malaise dans l'agriculture bas-canadienne. Notre propos n'est pas de reprendre par le détail tout l'éventail de ces divergences, mais plutôt d'évoquer l'évolution récente des débats.

a) *Quelques travaux des années 1940*

Les travaux de R.L. Jones et de M. Séguin ne sont pas les premiers, mais sont mieux documentés que ceux de leurs prédécesseurs. Selon Jones,¹² la commercialisation de l'agriculture après 1792 transforma de façon lente mais sensible jusqu'au style de vie de l'habitant bas-canadien. La prospérité fiévreuse après 1807 constitue une deuxième étape d'un processus qui sortit l'habitant de son ancien genre de vie. Jones s'intéresse moins à la valence de l'agriculture dans l'économie bas-canadienne, qu'à son évolution. S'il relève certains malaises temporaires de l'agriculture bas-canadienne avant 1812, il insiste sur la déficience des marchés et sur des plaies régionales et épisodiques comme la "mouche à blé". Après 1815 toutefois, les difficultés sérieuses en agriculture se mirent à déferler. Certains les avaient prévues dès 1816: "The pessimistic prognosis of the Select Committee soon proved all too accurate, for a full generation — that is till mid-century — the economic history of the seigneuries... was to be one of crop failures, shrinking purchasing power, and widespread distress."¹³ Jones examine les causes de cette crise qui devait aboutir à la "détresse chronique" au milieu du siècle. L'absence ou la lenteur des progrès dans les techniques agricoles avant 1815 et les maux plus graves après 1815 provenaient, selon lui, d'un ensemble de causes dont les principales étaient l'instabilité de marchés capricieux, une trop grande concentration dans la culture du blé, surtout une certaine aversion des habitants pour l'innovation et leur conservatisme profond en matière de méthodes agricoles.¹⁴ D'après Jones, ce serait d'abord l'ouverture de marchés diversifiés et payants aux Etats-Unis qui entraînerait une modernisation fondamentale de l'agriculture bas-canadienne vers 1850.¹⁵

¹² R. L. Jones, "French-Canadian Agriculture in the St. Lawrence Valley, 1815-1850 ["French-Canadian Agriculture"], *Agricultural History*, 16 (1942): 137-148; *idem*, "Agriculture in Lower Canada, 1792-1815" ["Agriculture"], *CHR*, 27 (1946): 33-51.

¹³ R. L. Jones, "Agriculture", 51; Rapport du comité spécial de l'Assemblée, *Journal de la Chambre d'Assemblée du Bas-Canada* (1816), appendice E.

¹⁴ R. L. Jones, "Agriculture", 34-35; "French-Canadian Agriculture", 148.

¹⁵ R. L. Jones, "French-Canadian Agriculture", 148.

Pour sa part, Séguin analyse non seulement la chronologie des difficultés agricoles dans le Bas-Canada et leurs causes, mais aussi leurs conséquences sur l'évolution globale de la société bas-canadienne.¹⁶ À son avis, la situation se détériore graduellement "mais assez rapidement"¹⁷ après 1820. La terre est devenue improductive (techniques déficientes, monoculture et conservatisme paysan), rare ou inaccessible (rareté réelle ou spéculative des terres après 1820, incapacité de l'habitant d'en acheter); et de toute façon, elle se révèle peu rentable (faible demande intérieure, demande externe capricieuse, concurrence très vive et ruineuse du Haut-Canada et des États-Unis). "Les paysans canadiens, placés dans une telle situation, n'éprouvent pas la tentation de produire davantage et ne sentiront pas la nécessité de redresser leur agriculture déficiente."¹⁸ En fait, pour Séguin, l'agriculture, même dans les meilleures années, n'engendre qu'une prospérité fort limitée pour les agriculteurs et constitue de toutes manières "un bien piètre moyen d'essor économique" dans un Bas-Canada à vocation commerciale et plus tard industrielle.¹⁹ L'agriculture rapporterait-elle davantage que la concentration même des Canadiens dans l'agriculture et leur exclusion du grand commerce et de l'industrie les condamneraient à un rôle économique mineur.²⁰ Et Séguin de nouer l'économique, le politique et le mental dans son explication de l'infériorité globale des Canadiens français qu'il lie ultimement aux conséquences à long terme de la Conquête.

b) *Certains travaux plus récents*

En 1959, W.H. Parker synthétise un certain nombre d'éléments qui flottent dans l'historiographie.²¹ À son avis, l'épidémie de la "mouche à blé" à compter de 1830 entraîne des années de récoltes désastreuses et de disette qui tranchent sur la prospérité d'avant 1830, ainsi que l'abandon de la culture du blé comme production principale. À la misère des habitants se conjuguent le surpeuplement des seigneuries, la rareté des terres, la spéculation et la hausse des cens et rentes, l'impossibilité pour les habitants

¹⁶ M. Séguin, *La Nation "canadienne" et l'agriculture (1760-1850)* [*La Nation*] (Trois-Rivières, 1970).

¹⁷ *Ibid.*, 223.

¹⁸ *Ibid.*, 114.

¹⁹ Les exportations rapportent en moyenne \$10. par ferme vers 1770, \$20. vers 1790, \$30. vers 1800, pour redescendre à \$5. vers 1820 et à rien après 1830. *Ibid.*, 102.

²⁰ *Ibid.*, 252.

²¹ W. H. Parker, "A New Look at Unrest in Lower Canada in the 1830's", *CHR*, 40 (1959): 209-218.

de pénétrer dans les régions plus éloignées et dans les cantons, une immigration considérable et des épidémies de choléra. Dans ce nœud complexe de conditions économiques et sociales défavorables, les habitants mécontents trouveront des élites, elles aussi sous le coup de difficultés économiques et sociales par suite de l'encombrement des professions et de leur exclusion des places et du commerce, pour articuler leur mécontentement à l'Assemblée et dans la rue.²² Et Parker de conclure que les soulèvements de 1837 ne sauraient donc émaner de la seule "rivalité des deux races", comme l'ont suggéré certains observateurs: tout un faisceau de forces économiques et sociales ont précipité les hostilités.

En 1964, J. Boucher publie un mémoire élaboré sur les aspects économiques de la tenure seigneuriale, où il examine l'histoire agricole du Bas-Canada entre 1760 et 1849.²³ Comme Séguin, il situe vers 1820 l'"amorce" du "déclin" après "la prospérité qu'avait connue le pays entre 1790 et 1820". Entre 1760 et 1820, l'agriculture bas-canadienne connaîtrait une période de prospérité et de commercialisation progressive. Après 1820, c'est "le retour progressif à une économie de subsistance".²⁴ Ce marasme économique résulte de la conjonction d'un nombre imposant de causes dont les plus importantes semblent être les marchés, le climat, les techniques agricoles, les "fléaux du blé" et le manque de capitaux. Comme Jones, Boucher constate que si les Canadiens cultivent mal, on peut en dire autant de la plupart des Haut-Canadiens et des Américains de l'Ouest: à cause de l'abondance des terres, de leur fertilité extraordinaire au début et de la forte demande locale pour un seul produit (le blé), ils pratiquent tous le "*soil mining*" jusqu'à l'épuisement. C'est la diversification des marchés après 1850 qui provoquerait la réforme en profondeur de l'agriculture bas-canadienne.

c) *La thèse Ouellet*

Il reste que c'est le travail soutenu de Fernand Ouellet tout au cours de la dernière décennie qui a contribué à faire de la

²² "Since these educated men, who were the kith and kin of the peasants among whom they lived, had immense influence, their own hostility was easily communicated to the people; and it was to their combination of intellectual superiority over the habitants and social equality with them, that Lord Durham attributed "the extraordinary influence of the Canadian demagogues." *Ibid.*, 65.

²³ J. Boucher, "Les aspects économiques de la tenure seigneuriale au Canada 1760-1854" ["Les aspects économiques"], in P. Salomon, G. Frêche et J. Boucher, *Recherches d'histoire économique* (Paris, 1964), 149-213, surtout pp. 186-199.

²⁴ *Ibid.*, 167-169, 191.

“crise agricole” un élément central de l'appareil d'explication de la réalité bas-canadienne. Une synthèse préliminaire de l'hypothèse Ouellet paraît en 1962 dans un article écrit conjointement avec Jean Hamelin.²⁵ Ce travail reprend des pans de l'argumentation de l'historiographie traditionnelle: en particulier, il emprunte à Parker l'idée du mécanisme qui lierait les difficultés de l'agriculture aux pulsations de la société globale. Cependant, élément nouveau, le renversement de la tendance majeure est repéré autour de 1802. Beaucoup plus affirmatifs que leurs prédécesseurs, ils n'hésitent pas à identifier une causalité majeure là où souvent l'historiographie n'a pas osé choisir: entre 1803 et 1812, écrivent-ils, les exportations de blé fléchissent de 31%; or cette chute n'est pas attribuable à une contraction des marchés, mais provient “essentiellement d'une baisse de la production”²⁶ qui elle-même résulte de l'épuisement du sol (régime agraire primitif, routine paysanne, etc.).

Malgré des reprises épisodiques, il y aurait effondrement de l'économie du blé qui se compliquerait, dans les années 1820, d'une forte concurrence du Haut-Canada et des États-Unis. Les succès agricoles des nouveaux colons et les sociétés d'agriculture qu'ils fondent n'ont pas de retombées sur la majorité des habitants. L'affaiblissement de la production s'accompagne du surpeuplement des seigneuries et de la rareté des terres. Il s'ensuit un repliement de cette société rurale sur elle-même, une baisse de revenu et un appauvrissement généralisé, bref une crise générale de l'agriculture. La “détérioration générale de l'agriculture du Bas-Canada après 1801”, bien qu'elle se produise “dans un pays encore dominé par le capitalisme commercial”, en conjonction avec le surpeuplement, la confusion politique et l'immigration massive, va “produire un malaise profond au sein du groupe canadien-français”. Dans le contexte de la “révolution des prix”, ce malaise instaurera “un climat d'anxiété et d'agressivité parmi les classes commerçantes” et, par-delà cette réverbération sur des groupes particuliers, frappera la

²⁵ F. Ouellet et J. Hamelin, “La crise agricole”; “Le mouvement des prix agricoles dans la province de Québec: 1760-1851” et “Les rendements agricoles dans les seigneuries et les cantons du Québec 1760-1850”, in C. Galarneau et E. Lavoie, éd., *France et Canada français du XVI^e au XX^e siècle* (Québec, 1966), 35-48, 81-120. Alors que l'article de 1962 donne le sens de l'argumentation, les deux autres mémoires en reprennent certains éléments d'une façon plus détaillée et apportent certaines données au dossier. Pour un examen critique de ces données, voir G. Paquet et J.-P. Wallot, “Aperçu sur le commerce international et les prix domestiques dans le Bas-Canada (1793-1812)” [“Aperçu”], *RHAF*, 21 (1967-1968): 458 sqq.

²⁶ F. Ouellet et J. Hamelin, “La crise agricole”, 20.

société canadienne-française dans son ensemble. Celle-ci "ne pouvait plus, sans qu'il en résulte des inconvénients graves, maintenir une agriculture de type archaïque".²⁷ Et les auteurs concluent :

Par tout ce qu'elle comporte d'aspects économiques, démographiques, sociaux, politiques et culturels, la crise agricole se situe au centre des principaux problèmes de la première moitié du XIX^e siècle. Aussi la révolution de 1837-38 apparaît-elle, en grande partie, comme une réponse détournée aux problèmes posés par l'action conjointe des tensions démographiques et de la crise agricole.²⁸

Cet article contient bien plus une intuition qu'une démonstration. Les conclusions d'ailleurs tant sur la date de l'affaissement que sur ses causes et ses conséquences, apparaissent souvent vagues.

Dans des travaux subséquents qu'il publie seul, Ouellet a développé cette hypothèse. Dans cette seconde étape, la prudence des premiers essais disparaît: 1802 s'affirme davantage, la défaillance de la production locale devient cause dominante et l'effet en cascade depuis l'agriculture vers le reste de la société se précise. Désormais, il s'agirait bien d'une "crise agricole dont les premières manifestations apparaissent vers 1802".²⁹ A partir de certaines caractéristiques externes du secteur agricole (exportations, courbes de prix du blé), Ouellet infère que "l'explication ultime dans la diminution des exportations de céréales réside... dans une défaillance de la production locale".³⁰ Il réaffirme donc de façon plus catégorique le diagnostic de 1962 et le relie aux mêmes phénomènes (terres rares, mauvaises techniques, explosion démographique). Au moment de préciser les conséquences de cette crise, il emprunte l'essentiel du mécanisme suggéré par Parker pour les années 1830 et l'applique à la première décennie du XIX^e siècle. Ainsi, pour Ouellet, "l'idéologie nationaliste, création de la bourgeoisie des professions libérales, était aussi le fruit d'une intériorisation par cette élite des malheurs de la société rurale canadienne-française". Bien plus, la chronologie du nationalisme canadien-français suit le sentier des difficultés agricoles médiatisées par les professionnels: "la crise agricole, par ses nombreuses implications, serait donc la toile de fond de l'aventure nationaliste".³¹

²⁷ *Ibid.*, 18, 29, 28, 29, 32.

²⁸ *Ibid.*, 31.

²⁹ F. Ouellet, "Le nationalisme canadien-français: de ses origines à l'insurrection de 1837" ["Le nationalisme"], *CHR*, 45 (1964): 277-292, 287; *idem*, *Histoire* (1966).

³⁰ F. Ouellet, *Histoire*, 184.

³¹ F. Ouellet, "Le nationalisme", 291, 288.

Selon Ouellet, cette crise qui débute en 1802, est un "phénomène structurel" et "la crise politique de 1805, qui en est l'expression, marque le début de conflits sociaux et politiques qui allaient se perpétuer jusqu'en 1837".³² Dans son esprit, "le premier nationalisme canadien-français n'est donc pas le résultat d'une vigoureuse poussée de croissance au sein de la société canadienne-française, il est d'abord le produit de malaises internes et des difficultés que cette société éprouvait à s'ajuster aux nécessités du temps".³³ Il affirme nettement que les difficultés économiques constituent le "premier moteur" de l'agitation politique au cours de la première décennie du XIX^e siècle.³⁴

Dans ses travaux tout récents, Ouellet durcit encore sa position. L'année 1802 devient maintenant une "véritable cassure", un décrochage d'une "brutalité" insoupçonnée, un véritable "effondrement". L'auteur déclare péremptoirement :

la mutation... se dessine au cours des premières cinq années du XIX^e siècle. Le début du déclin du blé n'est pas un phénomène presque imperceptible. Il s'amorce d'une façon brutale. Or cette crise du blé, à cause de l'importance du froment dans l'agriculture de l'époque, allait bouleverser toute l'activité agricole.³⁵

Cet état de fait réduit les habitants et les professionnels à une situation "précaire". Celle-ci les inspire dans leurs luttes politiques et nationalistes, selon le mécanisme Parker: Ouellet y voit une confirmation renforcée de sa thèse.³⁶

³² F. Ouellet, *Histoire*, 196-197.

³³ F. Ouellet, "Le nationalisme", 288.

³⁴ F. Ouellet, *Histoire*, 211.

³⁵ F. Ouellet, *Éléments d'histoire sociale du Bas-Canada [Éléments]* (Montréal, 1972), 65.

³⁶ *Ibid.*, 107, 217-218. En particulier, un chapitre du dernier livre de Ouellet ("L'agriculture bas-canadienne vue à travers les dîmes et la rente en nature", in F. Ouellet, *Éléments*, 37-88) est censé apporter certains éléments nouveaux de preuve. Ouellet, qui n'a pas encore versé au dossier le gros des données sur lesquelles s'appuyaient ses travaux des années 1960, y présente en vrac des données fort intéressantes sur les dîmes, les rentes et les prix dans un bon nombre de paroisses et de seigneuries. Dans la meilleure tradition de l'histoire sérielle (voir G. Paquet et J.-P. Wallot, "Canada 1760-1850: anamorphoses et prospective", in R. Comeau, éd., *Economie québécoise* (Montréal, 1969), 265 *sqq.*), il étale des séries chronologiques, mais leur interprétation sans modèle explicite suscite des difficultés. Certaines séries semblent supporter l'idée d'une baisse s'amorçant après 1802, d'autres ne sont pas concluantes, d'autres enfin suggèrent plutôt le maintien des niveaux de production jusque dans les années 1810 ou 1820. On ne saurait vraiment en conclure que "les chiffres indiquent clairement" quoi que ce soit. Ce dernier article de Ouellet recèle des données sur deux indicateurs nouveaux, mais les analyses préliminaires qu'il en a faites portent des fruits ambigus. Il s'agit d'un matériau brut dont l'analyse devra être reprise de façon moins cavalière.

Mais parallèlement à ce durcissement de la position rhétorique du professeur Ouellet, il faut noter un certain glissement dans la façon de poser le problème: alors qu'en 1964, il voyait "les premières manifestations" de la crise agricole vers 1802, en 1972, il date "l'enracinement de la crise" aux années 1810-1838.³⁷ Faut-il voir là le signe d'une lente convergence entre les vues du professeur Ouellet et celles de ses critiques?

d) *Propos d'étape*

Le débat autour de la "crise agricole" a donc considérablement évolué depuis une trentaine d'années. Tous font l'accord sur les difficultés de l'agriculture bas-canadienne dans les années 1830; la plupart en perçoivent les premiers signes clairs après 1816; mais certains en dépistent les manifestations ou l'enracinement dans la première décennie du siècle. On aura aussi remarqué l'éventail des causes, depuis les faisceaux complexes de circonstances jusqu'à la cause simple — la défaillance de la production. Enfin, les résonances diverses de ces difficultés dans l'ensemble de la société bas-canadienne, selon les divers auteurs, dénotent bien l'étendue du désaccord.

Nous nous bornerons ici à examiner les fondements de la version la plus ambitieuse de la thèse de la "crise agricole", celle du professeur Ouellet. Malgré l'ambiguïté introduite par ses derniers travaux, il nous semble qu'il faut le prendre au mot. C'est donc à sa position rhétorique que nous nous attacherons. Un tel choix s'impose d'autant plus que cette position sous-tend ses travaux bien connus des derniers dix ans et que la "crise agricole" dans la première décennie du XIXe siècle est un élément essentiel de son schéma d'explication de la réalité bas-canadienne.

III. *Examen critique des fondements de la thèse Ouellet*

On peut identifier rapidement les éléments-clés de la thèse. Ouellet part du postulat général (plus ou moins explicite) que le secteur agricole constitue l'économie motrice dans le Bas-Canada au tournant du XIXe siècle. A ce postulat général, il en ajoute deux autres plus particuliers: le conservatisme invétéré des habitants, nous dirions même leur irrationalité, et une demande impériale pour les produits canadiens qui demeure stable et ferme. Dans ce schéma, les difficultés sérieuses de l'agriculture, la crise, proviennent donc d'une chute du côté de

³⁷ F. Ouellet, "Le nationalisme", 287; *Eléments*, 66.

l'offre (chute de la production) *via* le surpeuplement et la rareté des terres, alors même que l'option pour des techniques déficientes gonfle l'auto-consommation et amenuise l'efficacité de la production agricole. De l'effondrement présumé des rendements agricoles, on déduit ensuite des conséquences en chaîne : pauvreté des Canadiens, habitants surtout mais aussi professionnels, crise générale de l'économie, tensions socio-ethniques et politiques enfin.

a) *Un appareil d'analyse*

On peut découper la problématique esquissée plus haut en deux séries de questions : les unes se rapportant à la valence de l'agriculture dans le procès du développement bas-canadien, les autres à la dynamique de la crise agricole proprement dite. Comme nous avons déjà traité des premières dans notre mémoire de 1971, nous ne nous y attarderons pas beaucoup ici.

1. L'agriculture dans l'économie

Depuis les physiocrates, et même avant, certains secteurs de l'activité économique plus directement liés à la transformation des ressources en produits, ont été revêtus d'une valence supérieure à celle des activités de transaction dans l'explication du fonctionnement et de l'évolution des économies concrètes. L'agriculture apparaissait même aux physiocrates comme la seule activité vraiment créatrice, l'échange, comme une activité stérile.

Loin de nous l'idée de nier la possibilité d'une dynamisation par l'agriculture. Celle-ci, North l'a montrée,³⁸ est possible et s'est produite en plusieurs endroits. La question est ailleurs : il s'agit de repérer dans le réseau de transformations et de transactions qui définissent une économie concrète et ses "circonstances", les nœuds et relations qui ont des effets asymétriques et irréversibles sur le reste du système. Or, prenant l'option Mauro-North, nous croyons pouvoir affirmer que c'est dans le réseau des échanges et du marché atlantique qu'il faut chercher la trame causale de l'organisation économique bas-canadienne.³⁹ Le Bas-Canada s'insère dans un réseau de communications complexe et plurinational qui s'affine tout au long de la période 1792-1812 et qui sculpte, bien davantage que les facteurs strictement

³⁸ D. C. North, "Agriculture in Regional Economic Growth", *Journal of Farm Economics*, 41 (1959) : 943-958.

³⁹ Nous développons ces idées de façon plus systématique dans "International Circumstances of Lower Canada 1786-1810: Prolegomena", à paraître dans la *CHR*, en décembre 1972.

internes, la forme de la société bas-canadienne. Ce réseau de relations n'est pas strictement économique: il véhicule idées, modes, hommes, et la contrainte impériale le pétrit pour une bonne part. De fait, comme le marché local est somme toute assez restreint au XVIII^e siècle, l'autoconsommation et le grand marché atlantique s'avèrent les deux pôles. Or, nous pouvons montrer que même si la majorité des habitants vivent sur des fermes, c'est le second pôle qui émet les signaux moteurs, et cela, de plus en plus à mesure que l'on passe de 1791 vers 1812.

Fowke, Pentland et bien d'autres ont étudié la relation entre la commercialisation et l'agriculture tout au long du XIX^e siècle. Pour le premier, le marché a dominé depuis le début et il rejette le mythe du pionnier canadien autarcique. Pentland, pour sa part, attribue la création du marché interne et la montée de l'agriculture capitaliste canadienne au XIX^e siècle aux changements dans le marché atlantique. Une interprétation marxiste de la crise agricole après 1820 la considère même comme une instance de pénétration commerciale accrue.⁴⁰ Nous ne multiplierons pas les raisons qui militent en faveur de la position Mauro-North et contre celle, à saveur physiocratique, de Labrousse. Certes, le débat n'est pas clos sur cette question; mais de toute manière, face à cette ouverture même, on ne saurait postuler sans explication un lien causal de l'agriculture vers le reste de l'économie et même d'un sous-segment de l'agriculture — la culture du froment — vers l'économie globale. Ouellet a présumé que l'on pouvait généraliser de la partie agricole au tout sans préciser pourquoi ou comment l'agriculture était l'économie motrice.

2. La crise agricole au tournant du XIX^e siècle : postulats, mécanismes, effets

Comme nous l'indiquions en introduction, une distinction s'impose entre le phénomène même de la crise agricole, défini par des mécanismes, et ses conséquences. Il faut aussi s'assurer que les postulats qui fondent l'analyse (et qui font leur apparition aux moments les plus opportuns) sont clairement explicités.

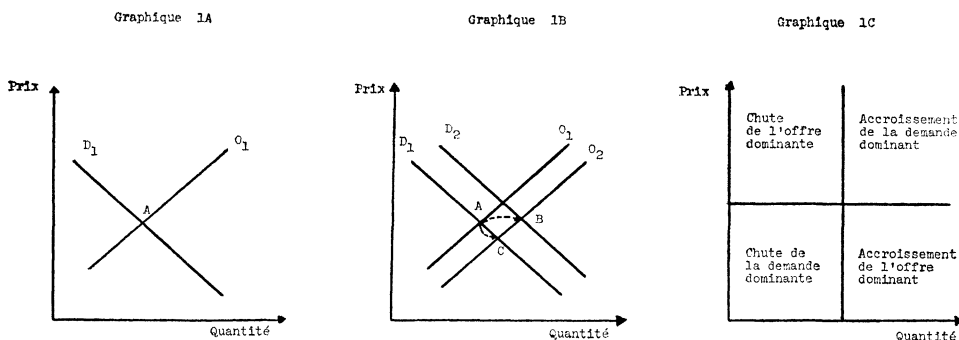
Pour éclairer notre démarche, introduisons explicitement le graphique conventionnel d'un modèle d'offre et de demande.

⁴⁰ V. C. Fowke, *The National Policy and the Wheat Economy* (Toronto, 1957), 12-13; H. C. Pentland, *Labour and the Development of Industrial Capitalism* (thèse de Ph.D., Université de Toronto, 1960), 283; L. R. Macdonald, "The Development of Capitalist Agriculture in Upper and Lower Canadas before Confederation" (miméographié, mai 1970), 16.

D_1 et O_1 représentent des cédules de *prix-cum-quantités* qui illustrent le comportement des demandeurs et des offreurs d'un produit selon divers niveaux de prix. A est le lieu dans cet espace euclidien qui dénote le niveau de prix et de quantités échangées en équilibre (graphique 1A).

GRAPHIQUE 1

Modèle d'offre et de demande



On pourrait noter un déplacement le long des droites D_1 et O_1 si, *ceteris paribus*, les prix changeaient et qu'on enregistrait les demandes et offres effectives sans délais d'ajustement. Si d'autres variables se modifiaient — par exemple, le revenu, les préférences (côté demande), les techniques, les coûts ou la température (côté offre) —, on observerait des déplacements de ces droites dans l'espace euclidien des prix-quantités: de D_1 à D_2 ou de O_1 à O_2 par exemple.

Certains travaux récents⁴¹ sur la croissance en économie ouverte ont sondé les effets sur les marchés de ce type de chocs exogènes qui viennent déplacer la droite de demande (v.g. par suite de l'ouverture du marché à des demandes extérieures nouvelles) ou la droite d'offre (v.g. par suite d'une hausse de productivité qui rogne les coûts de production). Même si ces chocs percutent le marché par un côté, ils ont évidemment des effets d'écho sur l'autre: l'ouverture de nouveaux marchés peut

⁴¹ Pour une synthèse de ces travaux récents, voir R. E. Caves, "Export-Led Growth: The Post-War Industrial Setting", in W. A. Eltis, M. F. G. Scott et J. N. Wolfe, ed., *Induction, Growth and Trade* (Oxford, 1970), 234-254.

stimuler la demande et occasionner une augmentation de productivité; celle-ci peut aussi engendrer des déplacements de la demande. Or certaines analyses exigent qu'on connaisse l'origine du choc exogène.

Caves a montré comment l'on peut distinguer l'une de l'autre, à partir des seuls résultats *ex post* des prix et quantités en équilibre à deux points du temps, (1) la résonance d'un accroissement de productivité qui provoque une demande accrue *via* des baisses de prix et (2) la résonance d'une hausse de la demande qui entraîne une montée de la productivité et donc un déplacement de l'offre. Le graphique 1B, emprunté à Caves, illustre le procédé.⁴² Comme le représente Caves, un mouvement A-B identifie une impulsion en provenance du côté demande, un mouvement A-C, un choc en provenance du côté offre. Et cet auteur de conclure qu'une corrélation négative entre l'accroissement relatif des prix et des quantités étaye l'hypothèse d'une causalité à partir de l'offre et "a positive or uncorrelated relation tends to support the opposite causation".⁴³

Il est possible d'appliquer ce type d'analyse à tous les cas d'accroissement ou de chute relative des prix et des quantités. C'est ce que nous avons fait dans le graphique 1C en découpant l'espace prix-quantités en quatre quadrants.⁴⁴ A partir de l'observation des seuls points d'équilibre (prix-quantités) à deux points du temps, on peut, selon le quadrant d'arrivée, repérer (1) quel est le facteur dominant et (2) quel est le facteur qui semble à l'origine du déplacement.

Nous avons soumis la thèse Ouellet à l'épreuve du modèle que nous venons d'esquisser, afin de prendre une première mesure de la plausibilité de cette thèse. Les résultats de cette spectrographie élémentaire du marché du blé à Québec sont

⁴² "A disturbance originating in a demand shift involves a movement from equilibrium point A to B. Obviously no definite prediction emerges about the associated price change, which depends on the slopes of the two schedules and the size of the productivity response to demand growth. If the response is small, price change and output growth would tend to be positively related. Any lag in the response of productivity to output would also make the observed price-quantity relation in transition from A to B (the dashed line) likely to show a positive relation. On the other hand, causation running from productivity to sales implies a shift from observed point A to C, and an unambiguous negative relation between price and output changes except in the extreme case of a perfectly elastic demand curve." (R. E. Caves, *op. cit.*, 248).

⁴³ *Ibid.*

⁴⁴ Pour des détails additionnels sur ce type d'analyse, voir N. M. Meltz, *Changes in the Occupational Composition of the Canadian Labour Force 1931-1961* (Ottawa, 1965), chap. 5.

présentés au tableau I. Ouellet a affirmé à plusieurs reprises l'importance, déterminante selon lui, du froment dans l'agriculture de l'époque; en outre, il estime que "les exportations... sont en général le reflet de la production à condition qu'on tienne compte des importations".⁴⁵ Par conséquent, l'examen des mouvements relatifs des prix du blé et des exportations de blé à Québec — à partir des données mêmes de Ouellet —, permet de prendre une vue grossière de la plausibilité générale de la position Ouellet, à savoir que c'est dans la défaillance de la production (i.e. dans un déplacement de la droite d'offre vers la gauche) qu'il faut chercher l'explication ultime des difficultés

TABLEAU I
SPECTROGRAPHIE ÉLÉMENTAIRE DU MARCHÉ DU BLÉ
À QUÉBEC
1792-1812 *

	Changement dans le niveau des exportations de blé	Changement dans les prix du blé	Facteur dominant
1792-3	+	prix constant	↑ demande
1793-4	—	prix constant	↓ demande
1794-5	+	+	↑ demande
1795-6	—	+	↓ production
1796-7	+	—	↑ production
1797-8	+	—	↑ production
1798-9	+	—	↑ production
1799-1800	+	+	↑ demande
1800-01	+	+	↑ demande
1801-02	+	—	↑ production
1802-03	—	prix constant	↓ demande
1803-04	—	prix constant	↓ demande
1804-05	—	+	↓ production
1805-06	+	—	↑ production
1806-07	+	+	↑ demande
1807-08	+	+	↑ demande
1808-09	—	+	↓ production
1809-10	—	+	↓ production
1810-11	—	—	↓ demande
1811-12	+	+	↑ demande

* Source: F. Ouellet, *Histoire* 603, 609.

⁴⁵ F. Ouellet, *Histoire*, xxii.

agricoles du Bas-Canada dans la première décennie du XIXe siècle. Les résultats sont fort intéressants. L'hypothèse Ouellet échoue à ce test élémentaire de plausibilité; si, pour certaines années, le facteur dominant est effectivement la chute de la production, les mouvements de la droite de demande s'affichent tout aussi importants (et même plus au sens strict) que les mouvements de l'offre. Comme Ouellet postule une demande impériale ferme et stable pour les produits canadiens et que le marché local est somme toute assez mince, du moins en début de période, cet historien élimine en quelque sorte *a priori* deux des quatre quadrants de 1C, soit ceux qui établissent la demande comme facteur dominant. D'autre part, Ouellet postule aussi un conservatisme profond des habitants qui les rend incapables d'internaliser les enseignements des nouveaux colons en matière de technique agricole, ce qui explique les rendements si faibles de l'agriculture. Si l'on ajoute un contexte de surpeuplement et de rareté des terres, nous voilà réduits à un seul quadrant de 1C, celui qui pose la chute de l'offre comme facteur dominant. De là, Ouellet peut inférer *via* un mécanisme à la Parker le mal-être des divers groupes, le marasme économique et les tensions socio-ethniques et politiques qui en sont selon lui l'expression.

b) *Les postulats*

Les deux postulats-clés de la thèse Ouellet, nous l'avons vu, sont le conservatisme des habitants et la grande stabilité de la demande des produits canadiens sur les marchés extérieurs: pendant que le second postulat écarte la possibilité de réactions normales des marchés locaux à des variations importantes dans la demande, i.e. liquide toute une série de coûts de transaction (incertitude, risques, coûts de l'information dans un univers turbulent), le premier construit au début même de l'analyse un portrait d'agents économiques encrassés dans un conservatisme tel qu'ils ne tirent pas pleinement parti de toutes les possibilités qui leur restent même à l'intérieur des contraintes d'une demande qui fluctue. On voit comment la conjonction de ces deux postulats réduit radicalement le champ des possibles au moment de trouver une explication aux ajustements et aux transformations dans la société bas-canadienne au tournant du XIXe siècle.

1. Le conservatisme des habitants

Comme la plupart de ses prédécesseurs, Ouellet peint les habitants comme des paysans essentiellement conservateurs, peu enclins à innover et désespérément embourbés dans des traditions

routinières.⁴⁶ Il s'agit là, nous semble-t-il, d'une simplification trop fréquente dans l'historiographie et qui appelle des réserves sérieuses. On saute trop vite de l'évaluation d'une situation complexe à l'assignation de blâmes et à la mise en cause des valeurs, des travers culturels et du manque d'*entrepreneurship* du groupe à l'étude, à cause d'une appréciation souvent simpliste des circonstances contraignantes dans lesquelles fonctionnent ces agents économiques.

Il n'existe pas de rationalité illimitée : tout homme ne jouit que d'une capacité limitée de temps pour acquérir l'information, pour agir et innover. Cette dimension des agents économiques compte tout autant que les coûts de transaction, ceux de l'incertitude et de l'ignorance, dans la définition des comportements observés.⁴⁷ L'ensemble de ces facteurs explique souvent pourquoi les équilibres économiques se cristallisent à des niveaux bien en deçà des possibilités techniques théoriquement accessibles. Récemment, Harvey Leibenstein a proposé une théorie des zones inertes pour élucider les inefficacités de type X ("X-inefficiency"), qui sont tout à fait compatibles avec des comportements rationnels d'agents économiques maximiseurs.⁴⁸ Cette théorie met l'accent sur une série de coûts du changement et des ajustements que les observateurs de l'extérieur ignorent souvent dans leur évaluation des circonstances, mais que l'agent économique mieux informé intériorise pleinement. Si le déplacement depuis un régime agraire vers un autre comporte des coûts physiques et humains plus grands que les bénéfices escomptés, l'agent économique peut fort bien choisir le *statu quo* sans qu'on puisse pour cela le taxer d'irrationalité ou de conservatisme ou présumer qu'il est fataliste et se perçoit comme un "eternal loser" (sic!).⁴⁹

Leibenstein ramène au cœur de ces inefficacités de type X des facteurs motivationnels : l'inexistence d'un système d'incitations et de primes ("incentive-reward system") qui promeuve le changement et l'innovation. Les circonstances bas-canadiennes au tournant du XIXe siècle, nous semble-t-il, s'ajustent bien à

⁴⁶ Voir F. Ouellet, *Histoire*, 193; *Éléments*, 214.

⁴⁷ Pour un examen de la notion de rationalité limitée ("bounded rationality"), voir J. G. March et H. A. Simon, *Organizations* (New York, 1958), chap. 6.

⁴⁸ H. Leibenstein, "Allocative Efficiency versus X-Efficiency", *American Economic Review*, 56 (1966) : 392-415; *idem*, "Organizational or Frictional Equilibrium, X-Efficiency, and the Rate of Innovation", *Quarterly Journal of Economics*, 83 (1969) : 600-623.

⁴⁹ F. Ouellet, *Éléments*, 214.

cette image. Il se peut que le comportement des habitants soit fort rationnel, compte tenu des coûts de transaction et des bénéfices anticipés. En fait, cette hypothèse paraît plausible tant au niveau général qu'à celui du choix des techniques agricoles, ainsi que nous le verrons plus loin.

Déjà sous le Régime français, les habitants n'avaient pas de préférence spéciale pour l'agriculture de subsistance. Il ne leur répugnait guère d'acheter, de vendre ou d'échanger terres et produits. Ils ajustaient leurs cultures et leur production aux signaux du marché lorsque ce dernier s'activait. Leurs instincts étaient tout aussi commerciaux que ceux de n'importe quel autre groupe de fermiers, mais les circonstances propices faisaient généralement défaut.⁵⁰ Au tournant du XIXe siècle, le marché s'active. Un observateur attentif comme Hugh Gray, note que les habitants, toutefois, ne possèdent pas les capitaux requis pour s'aventurer dans des expériences nouvelles: celles-ci débutent presque toujours parmi les classes aisées et chez les groupes pour qui les coûts de l'information et de transaction sont moindres.⁵¹

Durant les années 1791-1812, les circonstances internationales aiguïssent encore davantage la sensibilité des habitants aux signaux du marché. Les fermiers bas-canadiens se rendent compte que leur prospérité dépend dans une large mesure des circonstances internationales.⁵² En outre, ils sont des négociateurs aguerris.⁵³ S'ils prennent conscience de l'importance de la con-

⁵⁰ R. C. Harris, *The Seigneurial System in Early Canada: A Geographical Study* (Madison et Québec, 1966), 166-167. Ouellet a lui-même noté des éléments connexes dans "La mentalité et l'outillage économique de l'habitant canadien-français. A propos d'un document sur l'encan", *BRH* (1956), 131-139.

⁵¹ H. Gray, *Letters from Canada... 1806, 1807, 1808 [Letters]* (Londres, 1809), 134-140. Dans le Haut-Canada, le même problème existe: Howitson, *Sketches of Upper Canada*, cité dans H. A. Innis et A. R. M. Lower, comp., *Select Documents in Canadian Economic History, 1783-1885 [Select Documents]* (Toronto, 1933), 60. Des coûts de l'information plus faibles et un accès plus facile au capital peuvent fort bien expliquer une partie de l'écart de progressivité entre certains nouveaux colons et les habitants.

⁵² V. g. Wm. Berczy à J. Viger, Ile-d'Orléans, 10 juin 1809, APC, papiers Baby, M. G. 22/6, 18: 273; aussi G. Paquet et J.-P. Wallot, "International Circumstances".

⁵³ Comme l'indique J. Lambert, seuls les *horse-traders* américains parviennent à les rouler. "... they love money and are seldom on the wrong side of a bargain". (*Travels through Lower Canada... [Travels]* (3 vol., Londres, 1810), 1: 154 sqq.). Les habitants ont d'ailleurs tendance à retenir leur blé le plus longtemps possible, au printemps, afin de forcer les exportateurs à hausser leurs prix.

joncture internationale, que dire de leur conscience exhaussée du marché local : les signaux plus fermes du marché local, surtout après 1805, affinent l'outillage économique mental de l'habitant. En fin de période, les effets des achats accrus de l'armée sur le marché local et de l'expansion considérable des travaux publics⁵⁴ et du commerce du bois, accélèrent encore cette modernisation de leur perception économique. On pourrait accumuler les témoignages de la sensibilité des habitants aux signaux du marché et les éléments de preuve qui supportent le postulat qu'ils étaient des maximiseurs de profit.⁵⁵ L'historiographie a peut-être trop facilement tablé sur le conservatisme comme postulat-passe-partout. A notre avis, on a mal jaugé les contraintes qui confrontaient l'habitant et l'on a vite conclu sans fouiller plus loin à un conservatisme congénital qui simplifiait l'argumentation. Pour notre part, nous avons observé des habitants qui réagissent normalement et assez bien aux signaux du marché, comme des agents économiques toujours plus sensibilisés à mesure qu'entre 1792 et 1812 un marché plus actif émet des signaux moins embrouillés. Comment interpréter autrement le fait que c'est avec la grande ouverture des marchés vers 1850 que s'accomplit en profondeur la réforme agraire ? Le conservatisme des habitants a-t-il subitement disparu, ou plutôt n'est-ce pas que les conditions de leur environnement sont devenues telles que la transformation s'avère enfin rentable ?

⁵⁴ Contrairement à ce qu'affirme Ouellet, *Eléments*, 41, les travaux publics ne sont pas "modestes". Voir G. Paquet et J.-P. Wallot, *Patronage*, chap. 2.

⁵⁵ H. Gray, *Letters*, 204. Aussi le témoignage du locataire du moulin de l'Ancienne-Lorette, Louis Déry : "... depuis quelques années, les habitants de l'Ancienne Lorette au lieu d'ensemencer leurs terres en blé comme ci-devant les laissent en majeure partie en prairie pour n'en récolter que du foin, y trouvant plus d'avantage par la proximité de la ville." (APC, procès-verbaux des commissaires des biens des Jésuites, QBC-19, 3: 473-474). Les habitants tirent ainsi des revenus de leur travail, de leurs bêtes, louées aux employeurs, et de leur foin, très en demande entre 1808 et 1812. Ouellet (*Eléments*, 40-41) prétend que le témoignage de Déry n'a qu'une portée limitée et lui oppose un rapport de la rente sur la ferme de la Canardière. Ce rapport incomplet des activités de la ferme du Séminaire de Québec révèle des fluctuations irrégulières dans la production du foin, encore que les données n'existent pas pour 1805, 1806, 1807, 1809, 1811, etc. Cette contre-preuve ne saurait contrebalancer l'ensemble des témoignages qui semblent confirmer l'opinion de Déry sur la hausse fantastique de la demande de foin à Québec. Mais même en conférant par hypothèse une valeur de contre-preuve au rapport des rentes de la ferme du Séminaire, ce document pourrait seulement manifester les besoins internes d'une institution comme le Séminaire, peut-être moins branchée sur le marché que les habitants.

2. Le problème de la demande

Il n'y a pas de raison d'exclure *a priori* la possibilité de montées et de chutes de la demande comme facteur dominant dans l'explication des variations dans le niveau de prix et quantités échangées des produits canadiens au tournant du siècle. De fait, notre test de plausibilité a montré que les fluctuations de la demande ont dominé tout autant sinon plus que celles de l'offre au cours des années 1792-1812. Reste à déterminer empiriquement si les pulsations de la demande sont de fait aussi fortes que le suggère ce test et jusqu'à quel point Ouellet a tort lorsqu'il affirme que le fléchissement des exportations entre 1802 et 1812 "ne peut être attribué à une contraction du marché extérieur".⁵⁶ Il postule que la demande est ferme et stable ou tout au moins que son instabilité n'est pas significative. C'est ce postulat qu'il nous faut maintenant vérifier.

i) la demande extérieure

La demande pour les produits canadiens en provenance du marché atlantique est évidemment le facteur dominant de la scène canadienne. Or, il y a eu restructuration des exportations entre 1792 et 1812, depuis une forte prépondérance des fourrures à une part croissante de l'agriculture, puis à l'explosion du bois.⁵⁷ Pour fixer les idées, nous avons agrégé quelques séries chronologiques de certaines denrées-clé parmi les exportations agricoles aux seules fins de mieux dégager les variations enregistrées. Si on observe un déclin dans le niveau des exportations moyennes de blé et de produits dérivés (farine, biscuits) entre les décennies 1792-1802 et 1803-1812, le gros de cet écart est attribuable à l'année 1802, année record avant 1840 qui crée des distorsions importantes. Si l'on fait abstraction de l'année 1802 dans nos calculs, un écart d'à peine 10% subsiste entre les exportations moyennes de blé et de produits du blé des années 1793-1801 et 1803-1812. En outre, ces calculs à partir de l'agrégat masquent la montée du pourcentage des exportations qui ont subi une certaine transformation — signe de modernisation — avant de quitter le pays. D'autre part, la poussée des exportations d'autres denrées (avoine, orge, pois) est importante: elles triplent en moyenne entre 1793-1802 et 1803-1812. Il faut aussi signaler l'apparition d'exportations nouvelles dans le secteur

⁵⁶ F. Ouellet et J. Hamelin, "La crise agricole", 20.

⁵⁷ G. Paquet et J.-P. Wallot, "Aperçu".

agricole à partir des données que nous présentions en 1967 (v.g. les viandes).⁵⁸

La restructuration des exportations ne provient pas seulement de possibilités accrues de l'économie bas-canadienne. Ainsi, on constate que les fortes exportations, au début des années 1790, s'accompagnent de graves pénuries dans la colonie. Ouellet lui-même parle de "misère noire" et de "crise agricole" en gros pour les années 1778-1792.⁵⁹ Si les exportations bondissent, c'est moins parce que la production est abondante qu'à cause du fait que les exportateurs vident la province⁶⁰ pour satisfaire la demande extérieure. Il y a donc substitution entre la consommation locale et les exportations. Dans la seconde décennie, au contraire, on dispose de surplus constants lors même que les exportations fléchissent. Dès 1803-04, on se plaint de mévente.⁶¹

⁵⁸ Faute d'espace, nous n'avons pu reproduire ces séries ici. On peut les reconstituer pour les années 1793-1808 en recourant au tableau de "Aperçu", page 454, et en agrégeant les colonnes pour le blé, la farine et les biscuits (selon le taux de conversion suivant: 1 baril de farine = 5 minots de blé, 1 quintal de biscuits = 2 2/5 minots), d'une part, les colonnes de l'avoine, de l'orge et des pois (toutes en minots), d'autre part. Voici les données qui manquent pour les années 1809-1812 (par ordre chronologique): Blé (minots): 198,221; 170,860; 848; 263,178. Farine (barils): 19,476; 12,519; 19,340; 37,652. Biscuits (cwts): 32,915; 16,467; 13,063; 19,237. Avoine (minots): 7,540; 866; 1,016; 1,098. Orge: 3,478; 16; 10; 0. Pois: 54,347; 18,928; 4,487; 22,384. D'autres denrées comportent des hausses considérables après 1802 (v. g. graine de lin, bœuf, etc.).

⁵⁹ F. Ouellet, *Histoire*, 128, 130, 132.

⁶⁰ On pourrait multiplier les témoignages. Qu'il suffise ici d'en mentionner quelques-uns. "...les campagnes... en Canada sont affligées au moment d'une famine des plus grandes... par l'avidité extrême des Anglais qui... ont vidé la province de tout ce qu'elle contenait de blé et de farine..." (M. Chartier de Lotbinière au comte des Méloizes, New York, 30 juin 1789, APQ, lettres à Méloizes; voir aussi G. Allsopp à A. Allsopp, Québec, 30 juillet 1791, APQ, gr. coll., papiers G. Allsopp, b. 2). En 1795, les exportations considérables masquent une disette due à une récolte désastreuse de 1,500,000 minots, 500,000 de moins que le minimum requis pour la consommation locale (J. Lees à T. A. Coffin, Montréal, 3 septembre 1795, APC, R.G.8, C, 105: 61-64). Rien de surprenant à ce qu'en 1822, les négociants de céréales, v.g. W. Meiklejohn et P. Burnett, se souviennent de cette période comme d'un âge d'or (F. Ouellet, *Éléments*, 66) ! Voir aussi les proclamations interdisant les exportations de blé, de 1794 à 1796, *RAPC* (1921), 28-31; *RAPC* (1891), xxxi-xxxii; APC, M.G.11, C.O.42, 22: 28 *sqq.*; R.G.1, El, 30: 192 *sqq.*; R.G.8, C, 105: 61-64; *ibid.*, 106: 265-266. Aussi: J. Osgoode à J. King, Québec, 3 août 1796, APC, M.G.11, C.O.42, 22: 49; Wm. Bell au major J. Green, Montréal, 1^{er} avril 1799, APC, R.G.8, C, 106: 180-182.

⁶¹ Ces surplus subsistent même dans les pires années, v.g. en 1804. Ici encore, on pourrait multiplier les témoignages. Les propriétés des Jésuites, surtout dans les régions des Trois-Rivières et de Montréal, celles

Si les exportations ne paraissent pas fluctuer en fonction de la production locale, c'est non seulement à cause de la substitution entre consommation locale et exportations, mais aussi parce que la demande extérieure varie considérablement tout au long de la période. Au cours des années 1790-1810, après avoir longtemps vécu à un régime de trafic international plutôt modéré et relativement stable, le Canada s'insère pleinement dans le réseau houleux de la signalisation du marché international.⁶² Un examen attentif des commandes en provenance de Londres, donc du degré d'ouverture des marchés impériaux, révèle une correspondance très étroite entre les années de faibles exportations bas-canadiennes et de faible demande en Angleterre.⁶³

des Sulpiciens et des paroisses comportent régulièrement des surplus vendus, de 1803 à 1812, même si le blé s'écoule souvent par des exportateurs importants (v.g. ventes à Munro & Bell, Archives de St-Sulpice (ASS), voûte 1, armoire 2, n° 88). En ce qui a trait à la mévente, en 1803, le meunier de St-Stanislas n'a pu vendre son blé (APQ, QBC-20, t. 9). Même phénomène à Québec en 1804, alors que "personne ne parle de blé" sauf les habitants. Ceux-ci n'achètent pas le blé de semence offert aux ventes publiques (Blackwood, Patterson & Cie à J. Cartier, Québec, 3 mai et 23 juillet 1804, APQ, pet. coll., papiers Cartier).

⁶² Pour plus de détails, voir G. Paquet et J.-P. Wallot, "International Circumstances".

⁶³ Nous nous contenterons ici de quelques illustrations. En 1798, des importateurs anglais écrivent à A. Hart qu'à cause des bonnes récoltes en Europe et de l'incertitude des marchés, "we are of opinion any purchase [de blé] you make in the winter ought not to be with a view to exportation" (Phynn, Inglis & Co. à A. Hart, Londres, 27 septembre 1798, Archives du Séminaire des Trois-Rivières [ASTR], papiers Hart, P.a.29). En 1799, toutefois, la situation change: "We have had a very bad & backward season... everywhere in Europe, so that any spare wheat you have in Canada, will be wanted in Portugal." (*Idem à idem*, 15 août et 9 mai 1799, *ibid.*). En 1800, ces importateurs soulignent les hauts prix du blé en Angleterre (10/- à 12/- le minot), bien que d'autres prévoient une chute rapide des prix (*idem à idem*, 27 septembre 1800; C. Blanchart à J. Parker, Londres, 5 août 1800, APC, papiers Parker, M.G.24, D.46). Hart ajuste ses achats aux signaux favorables (ASTR, papiers Hart, P.a.29). En 1801, l'abondance de la récolte fait fléchir les prix au Canada, alors qu'en Angleterre, en 1802, les prix tombent à la suite du traité de paix (J. Richardson à W. Alexander, Montréal, le 18 juillet 1801 et 23 mai 1802, APC, papiers Porteous, M.G.23, GII). En 1803, le vent a tourné. L'importateur Price avertit Hart de ne plus exporter de blé par suite de la chute brutale du marché: "Our markets for wheat are very unfavourable to shipment from your quarter, the last harvest was very fine & the crop very great — the best English wheat can now be bought here at 6/ to 6/3 p. bushel." (R. Price à M. Hart, Bristol, 1^{er} octobre 1803, ASTR, papiers Hart, P.a.30). Au même moment, à Montréal, "flour... is extremely dull, and our crop excellent" (J. Richardson à W. Alexander, 10 septembre 1803, APC, M.G.23, GIII). En 1804, même signal: "... there is no prospect of an importation [de blé] from Canada this year". (R. Price à M. Hart, 20 mars 1804, ASTR, papiers Hart, P.a.47). Des impor-

L'étude du secteur international démontre clairement que la demande impériale fluctue considérablement et que sa baisse à compter du début de 1803 correspond parfaitement à celle des exportations: variations de la demande qui sont liées tout autant à celles des récoltes en Angleterre qu'à la vive concurrence internationale et anglaise. Sur ces difficultés et sur la nécessité d'un encouragement permanent, en particulier aux Antilles, tous les témoignages des contemporains informés concordent. Car il ne suffit pas de montrer que la demande fluctue en Angleterre et dans la péninsule ibérique. Même lorsque la demande effective en Angleterre se stabilise, la concurrence étrangère rend la demande pour les produits canadiens fort variable.

Contrairement au bois, mieux protégé, le blé canadien se heurte à divers obstacles: sa cherté (transport, assurances, pertes parfois importantes dans l'entreposage ou l'envoi),⁶⁴ sa qualité peut-être inférieure,⁶⁵ les lois qui protègent les producteurs anglais,⁶⁶ la récolte tardive,⁶⁷ la concurrence étrangère,⁶⁸

tateurs de Québec craignent pour certains de leurs collègues: "Nous craignons seulement que les marchands de blé vont manquer leur coup, en voulant augmenter le prix. Presque tous les bâtiments se mettent à charger en bois, et personne ne parle du blé excepté les habitants..." (Blackwood, Patterson & Co. à J. Cartier, Québec, 23 juillet 1804, APQ, pet. coll., papiers J. Cartier). Par contre, à l'automne, les signaux changent ou sont incertains (v.g. R. Price à M. Hart, 5 novembre 1804, ASTR, papiers Hart, P.a.47). Le malheur, on le voit, c'est que les signaux sont souvent incertains ou changeants. Même en Europe, on ne peut tout prévoir d'avance (v.g. A. J. Morrogh à R. Lester, Lisbonne, 4 septembre 1805, APQ, gr. coll., papiers Lester-Morrogh, b.8; B. Linthorne & Co. à M. Hart, Londres, 5 août 1810, ASTR, papiers Hart, P.a.39).

⁶⁴ Le principal obstacle à l'exportation du blé canadien en Angleterre, selon H. Gray, est son prix élevé (en moyenne 6/6 pour les années 1801-1805, beaucoup plus par la suite, plus 2/- par minot pour le fret) ce qui le place dans une situation désavantageuse vis-à-vis des concurrents étrangers et naturellement des producteurs anglais, protégés au surplus par des tarifs spéciaux (*Letters*, 200). Pour les prix à Londres et à Bristol, voir ASTR, papiers Hart, P.a.43, 45 et 48. Voir aussi M. Séguin, *La Nation*, 84-86.

⁶⁵ J. Hamelin et F. Ouellet, "La crise agricole", 21; M. Séguin, *La Nation*, 90.

⁶⁶ Voir Innis et Lower, *Select Documents*, 261.

⁶⁷ "We are badly situated for the grain trade, because our exports must always be sent by the succeeding European crop — hence it is a precarious speculation." "We have made purchases to extent of about 25,000 bushels [de blé]. The shipping it at so late a period is much against us in this country, as our New York friend can be at market before we can embark ours." (J. Richardson à J. Porteous, Québec, 19 janvier 1793 et Montréal, 16 février 1793, APC, M.G.23, GIII). La récolte du Haut-Canada venait aussi avant celle du Bas-Canada.

⁶⁸ F. Ouellet, *Histoire*, 133; M. Séguin, *La Nation*, 87-100.

trop minimisée, et la révolution agricole en Angleterre qui, après un début chancelant au tournant du XIX^e siècle, reportera jusque vers 1840 la dépendance régulière de l'Angleterre sur les approvisionnements étrangers.⁶⁹ C'est la concurrence américaine surtout qui désavantage le producteur bas-canadien. Les produits américains (céréales, bois, poisson) accaparent la plus grande part du marché antillais et envahissent le marché anglais où leur coût inférieur et leur qualité supérieure (surtout dans le cas du blé)⁷⁰ les assurent d'un avantage décisif.

En mars et en mai 1807, les importateurs Wm Buck Cripps & Co. font savoir à M. Hart que le marché anglais pour le blé canadien est "very dull".⁷¹

We should be happy if we could now have it in our power to hold out a more flattering prospect for the produce of your province in this market — The immense importations of no less than 42,000 barrels of flour [210,000 minots de blé] & 100,000 bushels of wheat during the present [détruit] from the United States the former of which is selling for 39/- p. Bl at a loss of 4/- and 5/- & the latter will scarce fetch 10/6 per 70 lb does not encourage any shipments from Quebec... The prospect of an abundant harvest also is general through the kingdom which of course will discourage importations and lower the expectations of sellers with you when it might be prudent, to speculate in a cargo at a Dollar on board which if the war continue cannot fail to pay.⁷²

Même durant l'embargo, les produits américains continuent de s'écouler sur les marchés impériaux, y compris par le Bas-Canada.⁷³ C'est d'ailleurs la politique des marchands exportateurs du Canada que de tenter d'attirer les produits américains sur le Saint-Laurent pour ensuite les réexporter sur les marchés impériaux avec les mêmes avantages que s'ils étaient canadiens. Politique en quelque sorte de concurrence sur place, qui menace la part bas-canadienne des marchés impériaux et locaux, et qui ne saurait stimuler les agriculteurs à produire davantage de même qu'à améliorer leurs techniques.⁷⁴ Quoi qu'il en

⁶⁹ M. Séguin, *La Nation*, 96.

⁷⁰ J. Hamelin et F. Ouellet, "La crise agricole", 21.

⁷¹ Lettres du 31 mars et du 13 mai 1807, ASTR, papiers Hart, P.a.26.

⁷² Lettre du 19 juin 1807, *ibid.*

⁷³ V.g. voir W. Armstrong au lt-gouv. Gore, Québec, 28 mai 1808, in Innis et Lower, *Select Documents*, 228-229.

⁷⁴ J. Hamelin et F. Ouellet, "La crise agricole", 29-30. Cette concurrence de "l'Ouest", élément majeur de la crise agricole selon Séguin, déplaçait l'agriculture de l'Est même aux Etats-Unis (*La Nation*, 105-115).

soit, cette concurrence américaine est particulièrement triomphale dans les Antilles britanniques, un marché pourtant tout désigné (en théorie) pour les Canadas et les Maritimes. D'où les innombrables pétitions des marchands de toutes ces colonies auprès de Londres pour qu'on ferme les Antilles, voire les Indes orientales, aux Américains. Ceux-ci, allèguent-ils, en profitent au détriment des colons, des marchands et des marins britanniques.⁷⁵ En 1808, un journal souligne le problème dans sa dimension concrète: "Les dernières nouvelles disent que le prix de la farine diminuait [à Londres] en conséquence de l'arrivée de plusieurs bâtiments américains qui avaient éludé l'embargo.⁷⁶ Jusqu'aux Français qui participent à cette concurrence."⁷⁷

La demande extérieure n'est donc ni stable ni ferme durant les années 1792-1812. En outre, les variations dans les circons-

⁷⁵ V.g. voir les pétitions de 1810 et la réponse de Londres, février 1811, APC, M.G.11, Q.115: 38-50. Si Londres assurait le marché antillais aux Canadiens, "thus would commerce take a regular circulation; and, by giving a stimulus to the industry of the farmer, would also be a speedy measure to the improvement of the province...; and yield, at the same time, to the Canadian merchant a ready and sure market for the production of this province." (*The Quebec Mercury*, 4 janvier 1808; mémoires des marchands, APC, R.G.4, A1, S, 80: 83 sqq.). Dans un long mémoire, J. Caldwell, fonctionnaire et propriétaire d'importants moulins à farine, tente de convaincre le gouvernement métropolitain que la prospérité des Canadas dépend, entre autres choses, de l'établissement de marchés avantageux pour leur agriculture. Les progrès dans les nouveaux établissements présagent une augmentation considérable de la production. Toutefois, on n'encourage pas suffisamment les exportations. L'entrée pratiquement libre des produits américains aux Antilles bouche ce marché. D'autre part, beaucoup de colons, dans les cantons, exportent par les Etats-Unis. Situation générale qui ne favorise ni le peuplement ni les défrichements. Jusqu'aux troupes d'Halifax et de Terre-Neuve qui s'approvisionnent maintenant en partie auprès des Américains, au lieu de consommer des produits canadiens, comme autrefois. Les hauts taux de transport et d'assurance privilégient les Américains. Il faudrait donc stimuler les Canadiens par des primes à l'exportation et par l'exclusion des Américains des Antilles (J. Caldwell à Bathurst, 5 février 1808, APC, M.G.24, A8: 29-37). Déjà, en 1803, on ne doutait guère qu'avec un débouché mieux assuré, les Canadas suffiraient à nourrir toutes les troupes en Amérique du Nord et dans les Antilles (rapport du commissaire R. Cartwright, Kingston, 4 mai 1803, APC, R.G.8, C, 106: 105). Et selon H. Mackenzie, l'accroissement rapide des établissements et de la production de farine dans les deux Canadas deviendrait "an object of the highest importance if a ready market was found for it — an object at present wanting" (H. Mackenzie à W. B. Coltman, Terrebonne, 27 novembre 1809, APC, M.G.22/6, 23: 237).

⁷⁶ *Le Courier de Québec*, 9 avril 1808.

⁷⁷ En 1810, il n'y a pas de marché pour le blé canadien en Angleterre, à cause d'importations considérables de France! (Linthorne & Co. à M. Hart, 21 mars 1810, ASTR, papiers Hart, P.a.39).

tances qui entourent les exportations canadiennes sont telles que l'on ne peut vraiment pas parler d'un marché dominé par les possibilités de production, mais plutôt d'un marché où les offreurs sont ballottés par les fluctuations de la production européenne comme par l'efficacité de la concurrence américaine et, en fin de période, haut-canadienne. Ces bouleversements de la demande dans un univers où les producteurs sont fort conscients des marchés internationaux, ne peuvent pas ne pas avoir influé de façon déterminante sur les exportations et la structure de la production locale.⁷⁸

ii) *la demande intérieure*

La demande intérieure pour les produits agricoles se compose de deux éléments: l'autoconsommation et la demande locale sur le marché. La demande intérieure comme telle devient assez importante avec l'augmentation de la population. En 1795, un agent du gouvernement estime la demande intérieure à deux millions de minots (voir note 60). Au début du XIXe siècle, les besoins intérieurs ne peuvent être inférieurs à trois millions de minots. Si l'on conjecture que les trois quarts de la population cultivent le blé requis pour leur propre consommation, on peut estimer le minimum de la demande locale à quelque 750,000 minots par année, ce qui est loin d'être négligeable. Sans doute la demande locale est-elle modeste au début des années 1790, alors qu'elle a pu être de l'ordre de quelque 300,000 minots seulement. Mais à mesure que la population croît, et surtout après 1807, alors que se dessine l'exode des travailleurs hors de l'agriculture et vers les nouvelles occupations urbaines ou la coupe du bois, i.e. le secteur de la demande locale négociée, et que les revenus augmentent et avec eux la propension à consommer, la demande locale devient de plus en plus importante. Du côté de la demande intérieure, il y a donc plus grande stabilité et des éléments plus fermes que du côté de la demande extérieure.

De plus, le marché local est bien intégré. Même si, d'une part, le district de Québec est désavantagé par une saison végétative plus courte et un sol moins fertile que dans le district

⁷⁸ C'est en ce sens qu'il faut comprendre la phrase citée par Ouellet à l'effet que le blé, en 1807, "ne peut procurer un emploi suffisant à la génération naissante très nombreuse" (*Histoire*, 187, et *Eléments*, 65; *La Gazette de Québec*, 1^{er} janvier 1807). Cet article de *La Gazette* s'insère d'ailleurs dans une campagne publicitaire du gouvernement pour lancer la culture du chanvre.

de Montréal,⁷⁹ et si d'autre part, Québec bénéficie davantage d'un accroissement de la population en fin de période, les sentiers de croissance des prix agricoles dans les deux districts sont largement parallèles. Les pulsations des séries de prix répondent aux mêmes soubresauts, du moins jusqu'au grand mouvement d'après 1807, alors que les prix à Montréal réagissent avec un très léger délai à la pression qui monte à Québec; mais les écarts ne deviennent jamais vraiment incohérents. Ce parallélisme des mouvements de prix semble indiquer l'intégration des marchés: l'écart plus ou moins stable entre les sentiers des prix correspond aux coûts d'arbitrage entre les régions. Le niveau plus bas des prix agricoles à Montréal s'explique aisément par l'offre plus généreuse à partir de la plaine laurentienne qui l'entoure et du voisinage de deux autres sources d'approvisionnement, le Vermont et le Haut-Canada.⁸⁰

Québec, où les prix sont plus élevés et les conditions climatiques moins favorables, doit compter pour s'approvisionner sur les régions des Trois-Rivières et de Montréal, qui comportent des surplus agricoles durant l'ensemble de la période.⁸¹ La rareté qui frappe la ville de Québec en 1810, au milieu d'une expansion rapide de sa population, pousse le gouverneur Craig à utiliser l'armée pour percer une route depuis Québec à travers la Beauce jusqu'au Maine actuel⁸² afin de freiner l'escalade accélérée des prix agricoles à Québec (voir tableau II).

⁷⁹ J. Lambert, *Travels*, 1: 135 *sqq.*, 2: 62, *passim*; F. Ouellet, *Eléments*, 69; APQ, procès-verbaux de la Société d'agriculture du Québec, 1789-1795; J. Bouchette, *Description topographique de la province du Bas-Canada* (Londres, 1815); M. Séguin, *La Nation*. F. Ouellet a des vues contradictoires (v.g. *Eléments*, 45, 51, 32 *sqq.*).

⁸⁰ "The markets of Montreal are plentifully supplied with all kinds of provisions which are sold much cheaper than at Quebec or Three Rivers." (Lambert, *Travels*, 1: 100).

⁸¹ "Hitherto... we have always had to look for support to the upper districts" (*The Quebec Gazette*, 1^{er} novembre 1810). Trois-Rivières fournit aussi le district de Québec (v.g. Chs Frémont à M. Hart, Québec, 22 janvier 1810, ASTR, papiers Hart, O.c.4, e). Même durant la période de disette en 1794-1795, les Sulpiciens et les agents des Jésuites ne peuvent vendre tout leur blé (ASS, vol. 194; rapport de l'agent des Trois-Rivières, 18 novembre 1794, APQ, QBC-20, t. 9). Dans les seigneuries des Jésuites, les habitants paient leurs cens et rentes en blé et en argent, durant la période, sauf à Québec où ils ne donnent plus que de l'argent et du foin à compter du milieu de 1809. Par ailleurs, si l'agent de Québec vend toujours son blé, celui des Trois-Rivières et surtout celui de Montréal doivent presque à chaque année entreposer des surplus "invendus" souvent considérables (voir APQ, QBC-19, t. 3).

⁸² Procès-verbaux du Conseil exécutif, 16 mai 1810, APC, R.G.1, F: 177; Craig à Liverpool, Québec, 6 novembre 1810, APC, M.G.11, Q.113: 73-77.

TABLEAU II
 INDICE MENSUEL DÉSAISONNALISÉ DES PRIX AGRICOLES
 DANS LA RÉGION DE QUÉBEC *

(juillet 1792 = 100)

	Jan.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
1792							100.0	102.4	105.1	109.2	111.7	111.9
3	112.3	112.4	112.9	112.6	112.8	113.4	114.8	114.5	110.9	106.4	104.3	105.1
4	105.2	105.1	105.9	107.3	108.9	110.5	112.8	117.4	124.5	129.9	132.9	136.2
5	138.8	140.0	140.5	142.8	147.3	153.8	159.8	164.1	168.5	174.3	183.0	188.0
6	188.3	188.6	190.5	191.3	191.9	190.1	187.9	186.7	184.1	178.6	173.4	170.6
7	170.4	170.5	168.5	166.5	165.2	164.1	165.3	165.3	164.0	164.6	166.8	169.4
8	170.3	169.2	167.7	166.0	164.7	164.0	162.9	162.2	163.1	164.5	165.1	166.6
9	170.5	172.5	172.2	174.0	176.5	178.0	178.6	177.2	176.5	177.0	176.4	176.0
1800	174.1	173.6	177.6	180.5	182.6	185.1	187.3	192.3	198.0	200.5	202.6	204.6
1	206.5	205.9	202.7	199.8	195.5	192.4	190.9	186.2	179.2	175.0	170.8	165.5
2	161.8	159.4	159.2	158.4	160.5	164.5	167.4	170.6	174.1	177.6	179.1	180.4
3	182.9	183.8	182.5	183.0	183.0	182.4	183.5	183.7	183.9	183.0	182.1	182.9
4	183.9	184.9	187.2	189.2	191.6	192.9	193.4	197.0	202.1	205.0	206.7	208.3
5	209.7	209.5	208.0	207.1	206.7	206.4	206.3	204.3	199.9	196.6	195.1	194.4
6	193.0	192.6	194.0	194.6	194.2	193.3	192.0	191.5	191.8	191.5	190.9	190.4
7	191.2	191.5	190.6	189.8	189.3	188.7	187.2	184.8	183.7	183.9	184.4	184.5
8	183.8	185.5	189.2	192.9	197.6	203.1	208.0	213.4	221.6	229.1	235.1	240.0
9	244.6	248.5	251.5	255.7	261.0	265.3	269.4	273.2	273.0	271.7	272.2	272.8
1810	274.1	277.2	281.8	285.4	287.4	289.0	289.9	293.2	297.9	301.5	303.3	304.9
1	308.1	309.8	308.4	305.7	302.9	301.0	297.0	288.9	281.5	279.7	284.2	290.0
2	291.0	290.1	290.9	292.6	294.0	296.1						

* Source: Voir note 98. Il s'agit d'un indice composite de six produits à pondération variée (blé: .3; avoine: .2; beurre: .2; foin: .1; œufs: .1; bois de chauffage: .1).

Ce marché intérieur intégré et relativement ferme écope pourtant dans ses relations étroites avec un marché extérieur turbulent. On sait qu'avant 1800, les exportateurs, en années de forte demande extérieure, n'hésitent pas à vider le pays de ses disponibilités. De plus, certains spéculateurs locaux sont tentés de contrôler l'offre disponible, si elle est assez faible, afin d'en tirer des profits exorbitants. Pour que ces opérations réussissent, il faut qu'un accaparement, un "corner", soit possible et donc, que les offres soient relativement faibles. Enfin, les retombées du secteur international sur le marché domestique transparaissent encore dans le fait qu'au début du XIXe siècle, l'armée n'est plus capable d'assurer ses approvisionnements au moyen de contrats à long terme et à prix fixe, à cause de l'incertitude générale :

... the frequent variations in prices and the uncertainty that always prevails in some degree make it not advisable for responsible persons to enter into contracts for a considerable length of time, without profits sufficient to compensate the risk from all these causes.⁸³

D'autre part, les marchands se contentent de faire moudre une quantité minimum de blé à cause du caractère imprévisible de la demande.⁸⁴ Cette incertitude a pu susciter de légères bouffées de spéculation sur le marché local de Québec en fin de période, à cause de déficiences chroniques de certains produits aux environs de la capitale. Mais c'est surtout dans le cas des viandes plutôt que du blé que surgissent ces bouffées ; et ce sont d'abord les habitants et les cantiniers de la région qui sont impliqués dans ces manœuvres, non des spéculateurs professionnels.⁸⁵

⁸³ D'ailleurs, de telles entreprises sont nouvelles en ce pays et paraissent de gros risques aux commerçants dont les capitaux et les ressources suffisent à peine "for carrying on the usual transaction in the course of their trade". Il faudrait donc une perspective de profits considérables pour les stimuler. Depuis huit ans, on a toujours trouvé les provisions requises sans difficulté (J. Craigie au gén. Hunter, Québec, 8 juillet 1803, APC, R.G.8, C, 1211: 120-123).

⁸⁴ En 1805, après la plus mauvaise récolte de la décennie (1804), il y a suffisamment de blé dans la province pour satisfaire à une demande subite d'Halifax en vue de nourrir les troupes. Mais il faudra un délai car "the high prices of wheat here and the uncertainty of markets have discouraged the merchants and manufacturers from preparing flour for sale" (J. Craigie à G. Brinlay, Québec, 25 avril 1805; *ibid.*, 109: 88; même au col. B. Foor Bowes, Québec, 23 janvier 1805, *ibid.*, 1213: 94).

⁸⁵ V.g. la courte "grève" des boulangers en 1809. Le prix du pain est fixé par les juges de paix en fonction des prix du blé. En novembre 1809, les boulangers de Québec se jugent victimes d'une injustice et utilisent des moyens de pression à leur disposition (fermeture, etc.). L'interprétation de cet incident par F. Ouellet nous semble inexacte (*Histoire*, 185).

Le marché international affecte aussi indirectement les marchés agricoles locaux du côté de l'offre. En effet, avec la montée du bois et la rentabilité de ce nouveau secteur, on assiste à un double effet de hausse de la demande locale et de réduction de la main-d'œuvre agricole. Nul doute qu'à partir de 1807 en particulier, c'est la principale raison de la montée des prix: le déplacement de la courbe de demande vers la droite se révèle cependant plus important que le déplacement de la courbe d'offre vers la gauche. Voilà pourquoi ce sont d'abord les urbains qui dénoncent l'inflation.⁸⁶

Il semble donc qu'on puisse conclure à l'instabilité de la demande extérieure pour les produits agricoles canadiens. Et malgré l'émergence d'un marché local plus important et bien intégré au cours de la période, la conjonction des retombées du secteur international et de "corners" localisés et occasionnels ont contribué à maintenir un tel degré d'incertitude et de risque par rapport à l'écoulement des produits, qu'il ne faut guère se surprendre de ce que les habitants prudents n'aient pas risqué d'assumer des coûts importants pour l'amélioration du régime agraire. Ce dont on se plaint le plus, c'est de l'absence d'un marché stable susceptible d'inciter les colons à innover et à produire davantage.

On ne saurait donc souscrire au postulat de Ouellet que la demande est ferme et stable. Cet examen critique du postulat

En réalité, la poussée de spéculation se produit au sommet même de la période de prospérité (fin de 1809 et début de 1810) et concerne surtout la viande (bœuf et mouton). La route de Craig, en acheminant des bestiaux vers une ville dont les troupeaux environnants sont décimés, allégera temporairement la situation. Mais dès 1811, nouvelle poussée d'inflation lorsque l'armée veut acheter son bœuf sur le marché local. Les "spéculateurs", outre les bouchers, sont des habitants de Lévis et quelques cantonniers qui interceptent les approvisionnements vers Québec, les achètent pour les revendre ensuite en ville à un prix exorbitant. Cela déclenche d'ailleurs une réaction des juges de paix et plusieurs condamnations. (Voir APQ, sessions de la paix de Québec, QBC-28, t. 41, v.g. 12 décembre 1809; *Le Canadien*, 16 décembre 1809 et 6 janvier 1810; *The Quebec Mercury*, 26 août 1811; maj. gén. Drummond à G. Harrison, Québec, 19 juillet 1811, APC, M.G. 11, Q.112: 255-256). Il s'agit d'un phénomène lié à l'isolement relatif de Québec et à sa dépendance des autres districts. On comprend la joie des journaux lors de l'ouverture de la route de Craig et l'arrivée de bestiaux en provenance des cantons de l'Est: "Hitherto restricted to the produce of a flinty neighbourhood... we have always had to look for support to the upper districts... Several hundred heads of cattle have already arrived... and have filled with despondency the petty, yet rapacious beef and mutton factors who have kept us in a state of perpetual supplicance and occasional famine. Quebec is desenthralled..." (*The Quebec Mercury*, 1^{er} novembre 1810).

⁸⁶ Pour des exemples, voir F. Ouellet, *Histoire*, 184-186.

confirme d'ailleurs ce que nous avait déjà dévoilé notre test de plausibilité. Une demande mobile ouvre donc les deux quadrants que le postulat Ouellet avait fermés, mais en même temps réduit d'autant la plausibilité de l'explication par la défaillance de la production.

c) *Les mécanismes*

Nous avons montré dans la dernière section que les deux postulats fondamentaux de la thèse Ouellet sont loin d'être assurés. Il s'agit maintenant de jeter un coup d'œil sur le mécanisme qui est sensé embrayer la crise agricole: les tensions démographiques et les rendements agricoles. Car, nous dit-on, c'est *l'action conjointe des tensions démographiques et de la crise agricole stricto sensu* qui déclenche les réactions en chaîne dans l'évolution du Bas-Canada. La mécanique en est fort simple. Pour établir la défaillance de la production, il suffit de démontrer le blocage de la croissance *extensive et intensive*, i.e. que le jumelage du surpeuplement (qui entraîne une hausse de l'autoconsommation) et de la rareté des terres stoppe l'accroissement de la superficie des terres en culture pendant que la chute des rendements agricoles entraîne un usage de moins en moins efficace de ces terres. L'arrêt de croissance en extension et le déclin d'intensité dans l'exploitation des terres agissent comme les deux lames d'une paire de ciseaux et se conjuguent pour créer la défaillance de la production. Reste à vérifier si ce mécanisme fonctionne comme on le dit.

1. Surpeuplement et rareté des terres

L'expansion démographique et l'occupation du sol sont des phénomènes liés en pays de colonisation. Entre 1785 et 1815, la population du Bas-Canada double à peu près. De 150,000 habitants au début, elle passe à environ 200,000 vers 1805-08 et se situe entre 250,000 et 300,000 vers 1815. Cette explosion démographique provoque un accroissement considérable du marché intérieur et, de plus, renforce la capacité productive de l'économie bas-canadienne. Ce double effet s'affiche nettement positif: le premier facilite la commercialisation de la société bas-canadienne; le second en accroît les ressources en capital humain. Or, le rapport terre/travail est tel que l'augmentation de la population ne peut que contribuer à l'expansion économique, à condition que celle-ci ne soit pas enrayée par une rareté des terres réellement accessibles, ce qui pourrait déboucher sur l'encombrement de la zone occupée et une régression vers une plus grande autoconsommation.

Le gros de l'expansion démographique survient après 1790. Or en 1784, les Canadiens n'occupent qu'environ 20% des terres fertiles dans la zone seigneuriale et ne cultivent effectivement que 5% à peu près de cette superficie cultivable. Compte tenu des terres arables encore disponibles (environ 6,500,000 arpents par rapport à 1,500,000 arpents concédés), il semble inconcevable que les nouvelles générations — encore bien jeunes dans la première décennie du XIXe siècle puisque jusqu'en 1815, il s'agit d'un accroissement avant tout naturel — aient occasionné une raréfaction grave et généralisée des terres comme l'affirme Ouellet.⁸⁷

Les faits semblent confirmer cette impression. En effet, hormis dans le voisinage immédiat des villes, déjà encombrées à la fin du Régime français par une population à l'affût des marchés locaux, on ne décèle pas de manque de terres avant 1812. L'examen d'une douzaine de seigneuries importantes dans les trois districts suggère, au contraire, une période de colonisation très active entre 1800 et 1812. De plus, entre 1805 et 1812, les habitants possèdent ou se voient concéder des étendues de terre comparables à celles de la fin du Régime français et des années 1780, et à des taux qui curieusement ne subissent pas en général de hausse appréciable durant la période — bien qu'entre 1760 et 1792, les cens et rentes ont au moins doublé dans plusieurs seigneuries. Tout au long de la période, les concessions nouvelles varient généralement de 40 à 240 arpents (surtout dans des deuxièmes, troisièmes et quatrièmes chemins de ligne ou "rangs"), avec une moyenne qui oscille entre 90 et 120 arpents. Elles sont encore nombreuses en fin de période, avec parfois des hausses modérées de cens et rentes (de 10 à 25%) par rapport à 1790.⁸⁸ Même dans la baronnie de Longueuil, qui remonte au

⁸⁷ Par opposition à une raréfaction localisée aux environs des villes, déjà visible au début du XVIII^e siècle (voir R. C. Harris, *The Seigneurial System*) ou d'une sous-région particulière. Pour sa part, Ouellet prétend que "l'encombrement réel du territoire se double, depuis le début du siècle, du refus des seigneurs de concéder des terres sur demande" (*Éléments*, 70). Même en 1832, les Canadiens n'occupent que 64% des terres arables et n'en ont défriché que le quart; en 1850, la moyenne d'arpents par ferme approche encore 80 arpents, comparativement à 100 en 1765. (M. Séguin, *La Nation*, 172-178, 220).

⁸⁸ Ce sondage a porté sur les seigneuries de Longueuil, Villemay, Kamouraska, Legardeur-Belle-Plaine, Lavaltrie, Lotbinière, Tilly, De Beau-rivage, Petite Nation, de Bonsecours, Bourchemin et Bourmarie Ouest (APQ, papiers des seigneuries; Archives John Hare). Les seigneuries des Jésuites, réparties dans les trois districts comportent très peu de concessions nouvelles, même s'il s'y trouve des terres non concédées. Voici quelques exemples. On concède encore des terres de 60 à 180 arpents dans la baronnie de Longueuil (près de Montréal) entre 1806 et 1812,

XVIIe siècle et qui se trouve à proximité du marché montréalais, une comparaison rapide de la situation avant et après 1801 — comparaison de la période 1784-1801 avec la période 1801-1812 — révèle qu'on ne peut parler de rareté des terres, de surpeuplement ou de l'arrêt des concessions. Dans la première décennie du XIXe siècle, le nombre de censitaires augmente d'une centaine (d'environ 650 à 750 en excluant les villageois) par rapport aux années antérieures, et la superficie moyenne en arpents par habitant tombe à peine (*grosso modo* d'environ 125 arpents à 115 par habitants).⁸⁹

Notre impression générale et nos sondages semblent donc confirmer l'inexactitude de la thèse générale du surpeuplement et de la rareté des terres dans la première décennie du XIXe siècle. Le blocage à l'extension de la colonisation n'existe pas encore et la première lame du "ciseau" ne coupe pas.

2. Techniques et rendements agricoles

L'hypothèse d'un déclin général des rendements agricoles avant 1815 reste aussi à démontrer. Les recherches sur les rendements en blé par arpent indiquent des variations entre 4.1 et 6.7 minots entre 1706 et 1740,⁹⁰ entre 10 et 12 minots au début du XIXe siècle:⁹¹ c'est le taux moyen que l'on observe encore en 1807-08.⁹² La crise agricole se dégage mal de ces chiffres. On peut d'ailleurs se demander s'il est raisonnable de penser que les nouvelles terres, surtout dans les régions fertiles de Montréal et de la Beauce, qui sont cultivées à peine depuis le tournant du siècle et dans une portion seulement de leur superficie, puissent flancher si tôt. Et pourquoi un arrêt subit et

de 80 à 240 arpents à Kamouraska, de 80 à 120 arpents dans Tilly, de 200 arpents à la Petite Nation (cette seigneurie s'ouvre tout juste à la colonisation vers 1809). 50 concessions de 90 à 120 arpents ont lieu dans la seigneurie de Beau Rivage en 1811, 90 en 1812; 72 concessions de 100 à 130 arpents dans Lotbinière en 1806; 92 terres dans Bonsecours, Bourchemin et Bourmarie Ouest entre 1792 et 1799, 102 de 1800 à 1809, année où 97 sont concédées dont 1 de 12 x 15, 1 de 222½ a., 3 de 6 x 30, 2 de 4 x 30, 67 de 3 x 30, le reste de 60 à 80 arpents. Les rentes sont plutôt stables et "les terres nouvelles continuent à bien se vendre" (--- à C. de Lotbinière, Lotbinière, 7 février 1810, APQ, gr. coll., papiers Joly de Lotbinière).

⁸⁹ Voir aussi J.-P. Wallot, "Le régime seigneurial [...]", *CHR*, 50 (1969): 381, note 67.

⁹⁰ J. Hamelin et F. Ouellet, "La crise agricole", 18. Pour sa part, Harris estime la production moyenne de 9.38 minots par arpent en 1739, *The Seigneurial System*, 153.

⁹¹ J. Hamelin et F. Ouellet, "La crise agricole", 23.

⁹² J. Lambert, *Travels*, 1: 98 sqq.

brutal de l'efficiencia des vieilles terres du Saint-Laurent dont les rendements se maintiennent depuis plus d'un siècle? Sans doute y a-t-il fléchissement inévitable des rendements sur les terres neuves cultivées sans rotation des cultures depuis les rendements extraordinaires du sol neuf, les premières années, vers une productivité plus conforme à la moyenne des établissements plus anciens, par la suite. Serait-ce là ce qu'on qualifie d'épuisement des terres? Rien dans ce que l'on sait de la chronique de l'occupation du sol bas-canadien n'accrédite l'idée que ce phénomène normal marque en fait le début d'un déclin critique après 1802.⁹³

La seule façon utile de mesurer les rendements agricoles, c'est d'établir le taux de la moisson par arpent en culture. Or, nous ne possédons pas ces données sauf *via* des estimés très grossiers à divers moments du temps. Et tous les indicateurs indirects qu'on a proposés jusqu'ici nous semblent fondamentalement déficients. Par exemple, comment interpréter les surplus invendus sur les fermes? Nous n'en connaissons l'importance qu'occasionnellement et dans quelques seigneuries seulement. Et comment déterminer si l'absence de surplus résulte de déclin involontaires ou de restrictions volontaires dans la production par suite du manque de débouchés? Quant aux indicateurs indirects comme les dîmes et les rentes durant la période, ils correspondent à des agglomérations sociales (paroisses, seigneuries) sans que nous ne connaissions précisément (pour les années 1790-1812) la superficie des terres en culture ou la portion des terres en culture consacrée à une denrée précise. Il va sans dire que les taux de dîmes par communiant n'en disent pas davantage sur les rendements. Nous voilà donc reconduits aux estimés grossiers suggérés au début de cette section, estimés qui n'accréditent pas l'idée d'un déclin des rendements agricoles dans la première décennie du XIXe siècle.

Devant l'absence de mesure du présumé affaissement dans les rendements agricoles, on s'est souvent rabattu sur des observations à propos des techniques agricoles pour en inférer des propositions sur la productivité elle-même. Nombre d'observateurs de l'époque déplorent en effet le caractère primitif des

⁹³ Il ne saurait d'ailleurs affecter qu'un nombre restreint de terres avant 1805-1812, compte tenu de leur mise en valeur récente et du nombre d'arpents non encore cultivés ou même défrichés. Ici encore, il s'agit d'un problème complexe, d'autant plus que chaque terre connaît des variations considérables d'une année à l'autre (v.g. les compilations de V. Girouard, Archives judiciaires de Montréal, page de garde du répertoire du notaire F. Leguay fils, à Chambly, 1793-1807).

techniques agricoles en usage dans le Bas-Canada au début du XIXe siècle,⁹⁴ bien qu'ils notent aussi certaines améliorations ici et là, notamment sous l'influence des sociétés d'agriculture. Il s'agit cependant, nous dit-on, de progrès qui ne rejoignent pas la masse des habitants.

Trop souvent, les critiques que l'on a multipliées à l'égard des techniques agricoles bas-canadiennes n'ont pas tenu compte pleinement des contraintes du contexte nord-américain. En effet, il ne s'agit pas d'un phénomène local : dans le Haut-Canada et dans l'Ouest américain à cette époque, les techniques paraissent également primitives, même à Durham aussi tard que dans les années 1830.⁹⁵ Par excès d'ethnocentrisme, on a vite postulé que les Canadiens étaient des paysans arriérés, sans initiative et incapables de réagir au marché. Or, nous avons assez clairement établi que les habitants étaient sensibilisés au marché. De plus, il est difficile de croire que tous les paysans d'une portion du continent américain sont susceptibles de conduites pathologiques.

Il nous semble plus utile de partir du postulat que les habitants sont mieux au fait des contraintes réelles de leur environnement que les commentateurs européens. En effet, face à la grande abondance de terres, aux difficultés posées par la nécessité de déboiser et de défricher, à la cherté de la main-d'œuvre et à la demande pour un ou deux produits, l'habitant pratique la monoculture intensive jusqu'à l'épuisement du sol sur une fraction seulement de sa terre. Étant données l'abondance du sol et sa fertilité originelle, cette technique permet d'obtenir des rendements élevés avec un minimum d'investissement en travail; cette option réclame aussi peu de capital et ne permet pas le recours à des techniques complexes.⁹⁶

⁹⁴ Outre Lambert et Gray, voir J. Hamelin et F. Ouellet, "La crise agricole", 18-25; M. Séguin, *La Nation*, 70, 80, 131 *sqq.*; F. Ouellet, *Éléments*, 31; R.-L. Séguin, *La Civilisation traditionnelle de "l'habitant" aux XVII^e et XVIII^e siècles* (Montréal, 1967); J. Boucher, "Les aspects économiques", 194; APQ, procès-verbaux de la Société d'agriculture de Québec.

⁹⁵ M. Séguin, *La Nation*, 133-134; R. L. Jones, *The History of Agriculture in Ontario, 1613-1880 [The History]* (Toronto, 1946), 11-15, 60-61, 89, 140-149, *passim*.

⁹⁶ V.g. dans le Haut-Canada, avant 1830, les colons qui utilisent les méthodes européennes plus avancées, ont souvent des rendements par homme plus faibles que les cultivateurs produisant du blé par des techniques rudimentaires. Et les premiers ne sont pas nécessairement mieux liés au marché que les seconds. Voir K. Kelly, *An Agricultural Geography of Simcoe County in Ontario, 1820-1880* (thèse de Ph.D., Université de Toronto); aussi R. L. Jones, *The History*. Ce système s'appelle le "soil mining" (J. Boucher, "Les aspects économiques", 194-199; M. Séguin, *La Nation*, 114-115).

Il s'agit donc pour les habitants d'un choix rationnel de techniques primitives qui leur assurent de hauts rendements et l'économie d'un temps rare dont ils ont besoin pour le déboisement et le défrichement. De fait, si l'on scinde l'activité du colon en deux composantes distinctes — la culture proprement dite et le défrichement —, on peut croire que son choix de techniques primitives lui permet de maximiser ses profits. Constatation d'autant plus vraisemblable que les habitants du Bas-Canada n'ont pas les capitaux nécessaires à l'expérimentation.⁹⁷ Bref, les habitants ont adopté un régime agraire rationnel. Cependant, il se durcira et deviendra désuet, voire désastreux, lorsque les terres se feront rares et petites, la population, plus nombreuse, et les marchés, plus diversifiés et plus exigeants bien plus tard au XIXe siècle.

Il semble donc que l'on ne puisse observer ni le surpeuplement, ni la rareté des terres, ni le déclin des rendements agricoles, ni l'irrationalité du choix des techniques agricoles, phénomènes que pourtant la thèse Ouellet a donnés comme acquis. Or, si les postulats et les deux lames du mécanisme sont inexistantes, il n'est pas possible d'inférer de l'analyse cette défaillance de la production.

d) *Les niveaux de vie*

Dans les dernières sections, nous avons démonté et examiné les postulats et les mécanismes de la thèse Ouellet sur la crise agricole comme phénomène déterminant dans la première décennie du XIXe siècle. Cependant, l'importance du débat tient d'abord, nous l'avons souligné, aux conséquences que Ouellet tire de la présumée défaillance de la production locale. Il insiste que la crise du blé provoque une crise généralisée de l'agriculture et, au-delà, de toute la société bas-canadienne. Si cette thèse est fondée, nous devrions repérer des chutes dans le niveau de vie des agriculteurs et également dans celui des autres groupes de la collectivité bas-canadienne, puisque l'agriculture joue le rôle

⁹⁷ Nous voudrions remercier R. Cole Harris, qui nous a amenés à percevoir clairement que les pratiques dites primitives des habitants étaient en fait le comportement rationnel d'agents économiques qui maximisaient leurs profits. (R. C. Harris, communication privée, été 1971). Dans le cas de l'échec des efforts pour introduire la culture du chanvre au pays, il s'agit d'une campagne fort timide et l'échec des spécialistes eux-mêmes démontre que les habitants ont bien supputé les dangers de se lancer dans cette culture. De plus, c'est le moment de la montée du bois et les salaires très élevés interdisent cette culture. Voir: Craig à Castlereagh, Québec, 24 octobre 1808, APC, M.G.11, Q.107: 303; J. Lambert, *Travels*, 1: 464 sqq.

d'économie motrice. Dans cette section, nous allons nous attacher à discerner si tel est le cas. Pour ce faire, nous jaugerons d'abord le niveau de vie des habitants des régions de Québec et de Montréal *via* une série d'indicateurs basés sur les prix, le revenu de la paroisse et le revenu de la terre. Ensuite, par une série de coups de sonde, nous tenterons de retracer l'évolution du niveau de vie d'autres groupes sociaux du Bas-Canada entre 1792 et 1812.

1. Le secteur agricole

Il existe diverses avenues par lesquelles il est possible d'aborder le problème du niveau de vie des habitants. On peut d'abord procéder directement et estimer d'une part la valeur des produits de la ferme aux prix du marché (i.e. les recettes de la ferme) et, d'autre part, calculer aussi précisément que possible les coûts explicites (achats de biens et services à l'extérieur de la ferme) et implicites (autoconsommation, utilisation des équipements qui, autrement, pourraient être loués, etc.). En divisant le nombre-indice des revenus par le nombre-indice des coûts, il est possible de suivre l'évolution du niveau de vie de l'habitant. Si par exemple, le prix de ses produits augmente (et qu'il en vende tout autant) sans que ses coûts changent, il améliore son standard de vie.

On peut aussi procéder indirectement et tenter une mesure de l'évolution de certaines dépenses d'un groupe d'habitants. Surtout si ces dépenses sont discrétionnaires, v.g. les dons, il est possible de mesurer indirectement le bien-être d'une collectivité par l'évolution de ces dépenses. En l'absence de chocs importants, une collectivité stable révélerait par ses dons une mesure relative de ses surplus. C'est ainsi qu'on observera des agrégats d'habitants formant des paroisses et qu'on inférera de l'évolution de leurs dons, une mesure grossière de l'évolution du niveau de vie de ces collectivités.

On peut aussi examiner d'autres agglomérations, v.g. les seigneuries. Comme les lois obligent le censitaire à payer cens et rentes à son seigneur et à faire moudre son grain au moulin banal, une mesure des revenus que tire le seigneur de la terre épousera *grosso modo* le sillage du niveau d'activité économique de la seigneurie et donc indirectement du niveau de vie des censitaires.

Enfin, on peut se tourner du côté du passif des habitants afin de saisir ainsi leur état comptable à différents moments du temps. Il est évident qu'un endettement généralisé des paysans

peut mesurer tout autant des investissements massifs qu'un embourbement progressif, mais le contexte de ces endettements permet d'identifier la nature du problème.

Nous n'avons pas les données complètes qui nous permettraient de suivre chacune de ces avenues de façon satisfaisante. Cependant, il est possible de présenter des évaluations grossières sur les quatre fronts. Malgré les faiblesses de chacune de ces mesures, la convergence des conclusions qu'elles inspirent est rassurante.

i) *indices des revenus et des coûts*

A partir de travaux dans les livres de comptes de communautés religieuses, d'hôpitaux, de séminaires, de seigneureries, de fermes et divers autres papiers,⁹⁸ nous avons construit des séries de prix mensuels pour toute une gamme de produits agricoles à Québec et à Montréal. Nous avons scruté un large éventail de pondérations qui pourraient définir la structure de la production du secteur agricole. Car en appliquant une pondération qui correspond à l'importance relative des différentes denrées dans la production du secteur agricole, aux séries de prix divers que nous avons compulsées, il est possible de construire un indice des prix agricoles qui mesure l'évolution des revenus du secteur agricole.

Nous avons expérimenté avec des pondérations correspondant aux diverses perspectives sur l'importance relative des diverses denrées dans le produit global du secteur agricole bas-canadien.⁹⁹ En sont sortis un certain nombre d'indices des prix

⁹⁸ Il serait trop long de dresser ici la liste des documents consultés. Mentionnons, à titre d'exemples, des séries de prix officiels à Québec (1802, 1804-1812) et à Montréal (1807-1812) et d'autres construites sur toute la période 1792-1812 à partir des Archives de St-Sulpice, du Séminaire de Québec, de l'Hôpital général et des Ursulines de Québec, de diverses paroisses, des papiers d'hommes d'affaires à Montréal (v.g. Guy, Ermatinger, Gray), à Québec (v.g. Neilson, Campbell, Allsopp) et aux Trois-Rivières (Hart). On trouvera une comparaison entre un indice des prix officiels et un indice des "prix au livre" dans G. Paquet et J.-P. Wallot, "La Restructuration", 71.

⁹⁹ Il est possible d'attribuer des pondérations différentes aux divers produits de la ferme. De fait, il est bien difficile d'étudier l'évolution d'un ensemble de produits à pondérations fixes quand on sait bien que la structure de la production évolue. Cependant, comme nous nous intéressons ici plus spécialement à la grande tendance sur cette période de 21 ans et que pour nos séries de prix mensuels, trimestriels et annuels, la famille des pondérations raisonnables découpe *grosso modo* les mêmes escarpements dans les séries et la même tendance générale, nous pouvons affirmer que nos conclusions ne dépendent pas des pondérations précises que nous avons retenues aux fins d'illustration ici.

TABLEAU III
INDICE MENSUEL DÉSAISONNALISÉ DES PRIX AGRICOLES
DANS LA RÉGION DE MONTRÉAL *
(juillet 1792 = 100)

	Jan.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
1792							100.0	102.3	104.6	106.2	105.7	105.3
3	105.4	105.4	103.9	101.0	99.1	96.7	93.2	95.2	96.5	96.0	95.8	96.8
4	98.6	102.2	106.2	111.6	111.3	110.1	112.3	113.8	115.5	118.7	121.3	124.0
5	125.8	126.7	129.3	132.7	135.6	139.0	144.2	151.2	159.0	167.4	173.9	177.4
6	178.7	179.3	179.8	178.4	176.5	174.8	172.5	169.0	164.0	157.4	152.1	148.7
7	146.0	144.5	142.7	141.3	140.2	138.7	136.9	135.8	136.1	136.3	136.0	136.6
8	137.0	137.5	139.7	140.9	140.2	140.5	140.7	140.0	138.6	137.9	138.2	138.2
9	137.9	137.5	136.1	135.8	137.0	138.3	139.8	141.7	144.0	146.5	148.4	151.2
1800	154.8	157.6	160.3	163.5	166.0	167.8	170.4	173.9	177.7	181.3	184.0	186.3
1	188.1	189.0	188.7	187.0	184.2	180.7	176.9	171.6	164.8	158.1	152.3	147.5
2	143.1	140.1	137.6	135.6	135.2	133.1	142.5	147.1	152.4	159.2	165.2	168.9
3	172.6	174.0	172.9	172.5	172.0	171.3	171.2	170.6	169.3	167.7	166.4	165.2
4	164.1	163.1	163.1	164.0	165.2	166.9	168.3	170.2	172.3	173.4	173.8	174.5
5	175.2	176.3	176.7	176.4	176.4	174.8	172.5	170.6	168.9	167.2	165.5	162.9
6	160.2	159.2	158.6	157.5	155.5	154.6	154.2	153.5	152.6	153.4	155.3	155.6
7	155.8	155.7	155.3	156.1	158.0	158.0	155.8	155.4	155.7	154.2	152.6	152.4
8	153.3	154.3	155.1	155.4	155.2	156.8	160.7	163.9	167.9	173.5	178.2	181.8
9	184.2	186.6	189.8	194.3	198.9	202.3	203.8	204.9	203.6	199.0	196.3	195.8
1810	195.0	198.1	200.4	202.0	205.4	209.0	217.4	224.1	230.2	237.6	239.3	239.8
1	239.5	239.1	237.6	236.5	233.9	229.7	224.7	219.9	216.6	214.2	212.0	211.1
2	210.3	209.0	208.1	185.8	188.4	217.5						

* Source et pondérations: mêmes que pour le tableau II.

(et donc du revenu) agricoles. Il est rassurant de constater que pour diverses pondérations inspirées de la documentation, nous obtenons un sentier de croissance à peu près invariant dans ses grandes lignes.

Nous avons reproduit aux tableaux II et III un indice des prix agricoles mensuels désaisonnalisés grâce à la méthode des moyennes mobiles centrées.¹⁰⁰ Le lecteur intéressé pourra facilement construire un graphique de ces indices. Ils ne sont pas reproduits ici faute d'espace. On y voit le niveau des prix agricoles grimper de 75 % à 80 % en 1794-1795, tant à Québec qu'à Montréal. Puis, entre 1796 et 1807, l'indice oscille autour d'un niveau à peu près stable avec une très légère tendance à la hausse. Cependant, tout au long de ce plateau, l'indice varie selon les années. Il est intéressant de noter la grande similarité des sentiers de fluctuation de l'indice à Montréal et à Québec, à ceci près que l'indice des prix agricoles à Montréal demeure toujours sous le niveau de l'indice pour Québec. Entre le début de 1808 et le début de 1811, l'indice des prix agricoles à Québec monte de plus de 60 % ; celui à Montréal durant la même période, de 50 % environ, ce qui élargit l'écart entre les niveaux des prix agricoles dans les deux villes.

Pour obtenir une mesure de l'évolution du niveau de vie des habitants des deux régions, il nous faudrait une comptabilité précise de tous leurs coûts explicites et implicites. Il ne nous est pas possible pour le moment d'établir un indice des coûts réels que portent les habitants. Nous nous sommes donc contentés de construire des indices des prix à la consommation pour les régions de Québec et de Montréal. Bâti à partir d'une variété de produits, ces indices fournissent une mesure grossière de certains éléments des coûts de tous les consommateurs des deux régions — habitants et autres.¹⁰¹ Ces indices annuels du niveau des prix à la consommation dans les deux régions sont présentés au tableau IV.

¹⁰⁰ D. B. Suits, *Statistics: An Introduction to Quantitative Economic Research* (Chicago, 1963), 215-220.

¹⁰¹ Ici encore se pose le problème du choix d'un éventail de produits représentatifs de la structure de la consommation des Canadiens à l'époque. Nous avons encore une fois expérimenté avec des dosages divers de produits et des pondérations variées pour bien établir que nos résultats ne dépendaient pas des bizarreries d'une combinaison particulière de produits et de pondérations. Nous nous sommes contentés de présenter ici des indices annuels des prix à la consommation. Il s'agit cependant d'indices annuels construits à partir de données purgées d'effets saisonniers qui pourraient rendre leur interprétation difficile dans l'analyse des tendances à long terme. A ce propos, voir G. Paquet et J.-P. Wallot, "Aperçu", 469 sqq.

L'indice des prix à la consommation à Québec n'augmente pas autant dans les années 1794-96 que les prix agricoles: moins de 50%, alors que les seconds avaient crû de 75 à 80%. A Montréal, la hausse des prix à la consommation égale à peu près celle de Québec, ce qui fait que dans les deux régions, le rapport de l'indice des prix agricoles sur l'indice des prix à la consommation augmente. C'est la même chose au moment de l'autre discontinuité 1808-1811: les prix à la consommation à Québec montent de quelque 45% alors qu'à Montréal, ils s'élèvent de 45 à 50%.

Ces jalons pour une analyse du niveau de vie des habitants, révèlent que d'une façon générale leur niveau de vie s'est maintenu ferme. A Québec, les prix agricoles ont continuellement gardé le pas sur les prix à la consommation. Cependant, ce n'est pas toujours le cas à Montréal, où les habitants semblent éprou-

TABLEAU IV
INDICE ANNUEL DES PRIX À LA CONSOMMATION *

	Québec	Montréal
1792	100.0	100.0
3	108.4	102.3
4	108.7	110.2
5	133.7	135.4
6	161.7	153.8
7	153.9	144.9
8	152.0	147.8
9	157.2	141.8
1800	163.9	159.2
1	173.7	168.6
2	171.9	148.8
3	177.3	158.1
4	176.5	157.7
5	172.5	161.8
6	165.8	146.1
7	160.1	148.9
8	171.5	152.0
9	220.2	195.8
1810	245.8	201.1
1	246.5	210.0
2	247.4	207.5

* Source: voir note 98. Les indices des prix à la consommation de Québec et de Montréal sont différents. A Québec, nous avons inclus 11 produits — blé, avoine, œufs, beurre, bois de chauffage, pois, charbon, porc, bœuf, rhum, huile — qui ont tous une pondération égale dans le calcul de l'indice des prix à la consommation. A Montréal, nous avons combiné 10 produits — blé, avoine, pain, charbon, œufs, beurre, bois de chauffage, mouton, sel, pois — avec aussi une pondération égale dans le calcul de l'indice.

ver certaines difficultés à la fin des années 1790 (1797, 1798, 1799 et 1802) ; mais durant le reste de la période, leur niveau de vie se maintient. D'une façon globale, les habitants de la région de Québec semblent voir leur niveau de vie augmenter davantage que leurs confrères de Montréal, pour qui la tendance à l'amélioration du niveau de vie est à peine claire. Dans le cas de Québec, on voit mieux la tendance à la hausse.

ii) *Le revenu de la paroisse*

Une mesure indirecte du bien-être des habitants pourrait être le revenu dérivé des quêtes et dons dans des paroisses démographiquement stables. Si le niveau de vie des habitants s'améliore, on s'attendrait à ce que les revenus de ces paroisses croissent également.

Le tableau V groupe des compilations de revenus pour quatre paroisses agricoles typiques de la région de Montréal et de deux paroisses agricoles importantes de la région de Québec. Il s'agit seulement des totaux des revenus ordinaires de ces paroisses, mais après vérification, nous savons qu'en gros, le sentier de ces totaux évolue en accord avec les rentrées des quêtes des dimanches et fêtes comme de la quête annuelle de l'Enfant-Jésus. D'autre part, le nombre généralement constant des naissances confirme la stabilité relative du nombre de familles dans ces paroisses.

L'évolution de cet indicateur indirect de prospérité agricole est très claire. A Québec, les revenus de la paroisse Saint-Pierre de l'Île-d'Orléans font plus que tripler durant la période ; à Lévis, ils doublent. Pour ce qui est de la région de Montréal, la croissance des revenus n'est pas aussi impressionnante qu'à Québec, ce qui confirme d'ailleurs les résultats que nous dérivions de notre analyse des prix dans la dernière section. Si certaines paroisses de la région de Montréal voient leurs revenus doubler, la plupart de celles que nous avons explorées ont des revenus qui grimpent moins rapidement (de 25 à 50%) et parfois demeurent presque stagnants. De toute façon, comme il s'agit de paroisses où le nombre de chefs de famille, i.e. de producteurs, demeure stable, voilà qui confirme nos résultats antérieurs.

On pourra se demander pourquoi nous avons choisi d'examiner le revenu de la paroisse plutôt que les dîmes, comme l'a fait Ouellet. Notre propos est différent du sien, encore que ses inférences à partir des données sur les dîmes portent souvent

à faux.¹⁰² Nous voulons arriver à des indicateurs de prospérité ou de détresse, quelles que soient leurs sources, alors que Ouellet cherche à cerner des indicateurs de défaillance de production. Nos données sur le revenu ordinaire des paroisses devraient enregistrer une crise agricole si elle se produisait. Or, on n'y détecte nulle part l'indice d'un appauvrissement des habitants.

iii) *Le revenu de la terre*

Un autre indicateur de prospérité ou de détresse agricole pourrait être les revenus de rentes et lods et les recettes générales des seigneuries dans les deux régions. Ici, il est plus difficile de s'assurer que la montée des recettes ne résulte pas en partie de l'augmentation du nombre des censitaires, mais voilà qui tendrait à démontrer une forte poussée de colonisation et à réfuter la présumée rareté des terres. De toutes manières, nous avons retenu les recettes des seigneuries des Jésuites (couvrant toute la province et où on compte peu de concessions jusqu'en 1815), celles du Séminaire de Québec (terres déjà peuplées depuis longtemps) et de la seigneurie de Lotbinière dans la région de Québec; pour Montréal, nous présentons les rentes et lods des seigneuries également bien établies du Lac-des-Deux-Montagnes et de St-Sulpice ainsi que le total du blé des moulins des Sulpiciens converti en argent.

Encore une fois, les tendances sur la période 1792-1812 sont nettes (tableau VI). Pour les seigneuries des Jésuites (mal-

¹⁰² L'analyse des dîmes faites par Ouellet pose deux séries de difficultés. D'une part, au niveau des données, il est bien difficile d'effectuer une analyse qui éclaire une période d'une vingtaine d'années à partir des visites de l'évêque dans les paroisses. Comme le prélat visite différentes paroisses à chaque année, on ne dispose jamais d'observations pour la même paroisse qu'à tous les quatre ou cinq ans. Or les variations régionales et annuelles (à cause de la température, etc.) sont telles que ces données constituent un fondement bien mouvant pour l'analyse de courte période. D'autre part, dans l'analyse des données (si par hypothèse on acceptait les données comme valables), on ne peut en déduire, ainsi que le fait Ouellet, la conclusion qu'il y a eu défaillance de la production avant 1812. Dans bon nombre de ses tableaux, la production du blé et des autres denrées agricoles ne tombe pas dans les années 1802-1812 (F. Ouellet, *Éléments*, 47-50, 54-55, 74-77, 80-82). De toute manière, on ne saurait en conclure à une défaillance de la production agricole puisque la dime ne touche qu'une partie de la production agricole et qu'en période de restructuration et de grande incertitude des marchés, il peut y avoir eu réarrangement des cultures ou diminution volontaire de la production de denrées précises par suite de l'absence de marché. En dernière analyse, l'argumentation ne saurait en tout cas supporter la thèse Ouellet puisque, contrairement à ce qu'il affirme, les mouvements enregistrés par la dime ne suivent pas les oscillations des exportations, ainsi qu'une vérification sommaire le montre (*Ibid.*, 56-61, 63-64).

gré un biais à la hausse de 1801 à 1804 par suite de la collection des arrérages par le gouvernement) comme pour celle de Lotbinière et les propriétés du Séminaire de Québec dans la région de Québec, les recettes augmentent de façon radicale. A Montréal, comme d'habitude, le mouvement est moins accentué, les augmentations des rentes et lods au Lac-des-Deux-Montagnes et à St-Sulpice sont plus modérées; cependant, dans les deux cas, la portion des rentes et lods payée en nature (en blé) augmente

TABLEAU V
REVENUS DE PAROISSES AGRICOLES DANS LE BAS-CANADA,
1786-1812 *
(en livres françaises de 20 sols)

	District de Québec		(3)	District de Montréal		
	(1)	(2)		(4)	(5)	(6)
1786			1851.01			
7			1703.08			
8			2503.09			
9			1722.05			
1790			—			
1			—	1351.05		
2	892.01	1200.09	2316.05	1129.14	936.10	
3	828.14	1068.05	2409.11	1327.09	1222.08	1002.06
4	410.16	1452.00	2264.10	1334.07	1384.09	1228.10
5	897.19	1288.05	2167.11	1053.01	1683.09 **	1618.01
6	1053.07	1246.16	2298.09	2313.00	1716.19	1217.19
7	803.00	1781.12	2337.01	1859.17	1733.12	1255.19
8	1453.04	1632.19	1446.12	1396.07	2075.19	1093.18
9	1138.17	1365.10	2429.12	1640.14	1901.08	1255.15
1800	1261.00	1525.17	2061.15	2062.13	2423.06	1269.16
1	1898.00	1794.17	3532.10	2349.05	2381.17	1517.11
2	1396.09	1715.16	3073.19	1834.01	2233.08	1516.18
3	1535.02	1706.08	3408.07	3586.17	2621.11	1534.11
4	1821.11	2243.18	3544.04	1865.09	3149.04	1581.07
5	1634.08	1893.08	3221.11	1655.12	2151.07	1371.02
6	2512.05	1754.08	3350.18	2181.00 **	2200.11	1581.16
7	2160.15 **	2057.17	3725.02	1681.08	2059.09	—
8	1039.00	2005.02	3222.14	1993.01	1844.12	1837.10
9	2145.17	2035.15	3921.18	2121.12	2340.06	1631.03
1810	2108.00	2083.09	4488.05	2498.04	2756.01	3216.14
1	2932.05	2227.16	4690.18	2754.11	2620.02	2822.05
2	2984.09	2544.12	4456.12	2560.10	2453.03	1971.00

* Source: livres de comptes des paroisses suivantes:

- (1) = St-Pierre de l'Île-d'Orléans.
- (2) = Pointe-Lévis.
- (3) = La Nativité de Notre-Dame-de-Laprairie.
- (4) = St-Enfant-Jésus, Pointe-aux-Trembles.
- (5) = La Visitation au Sault-au-Récollet.
- (6) = St-Joachim de Pointe-Claire.

** Rentrées incomplètes ou incertaines.

1 livre = 20 sols.

clairement entre 1803 et 1812 par rapport à la décennie précédente. La même conclusion ressort du total du blé des moulins des Sulpiciens qui ne traduit pas seulement la hausse des prix du blé mais correspond à des augmentations de quelque 30% dans le total du blé des moulins en nature dans les années 1802-1812 par rapport aux années antérieures.

TABLEAU VI
REVENUS DE LA TERRE, 1792-1812 *

Ensemble de la province (1)**	District de Québec		District de Montréal		
	(2)***	(3)***	(4)***	(5)***	(6)***
1792		46810.13	500.00	5929.00	
3		43280.13	1512.00	11410.00	
4		52180.11	1949.00	—	
5		66167.18	3787.00	16107.00	
6		67077.18	3200.00	11290.00	30191.00
7		72121.14	4091.00	10479.00	31450.10
8	996.14	56497.17	3079.00	11689.00	31652.10
9	2433.10	73006.11	4796.00	18424.00	56373.15
1800	1774.16	70551.04	9957.00	22588.00	71748.00
1 £1340	2576.10	79790.14	6680.00	12370.00	37440.00
2 734	5970.14	59329.12	10906.00	14703.00	44331.00
3 1148	1992.00	68995.02	6532.00	13540.00	50652.00
4 1139	1370.00	106169.11	9579.00	14259.00	57699.00
5 994	7058.02	90030.18	6361.00	14185.00	68472.00
6 1263	5199.12	88794.03	12112.10	15283.00	72751.10
7 971	3670.17	94475.06	7814.00	20844.00	60486.15
8 967	6081.02	74422.01	9352.00	21155.00	72663.02
9 1365	6507.07	95224.16	11512.00	19978.10	85341.06
1810 1557	5097.08	80395.00	18740.10	18035.00	86436.00
1 1927	1873.00	94504.12	10521.00	15483.00	105528.00
2 2026	6721.18	87355.07	15913.00	26571.00	148637.00

- * Sources: (1) = recettes des seigneuries des Jésuites, APQ, QBC-19 et 20, *JCABC* (1833), appendice A;
(2) = recettes de la seigneurie de Lotbinière, APQ, grandes collections, papiers Joly de Lotbinière;
(3) = recettes du Séminaire de Québec, ASQ, journal des recettes du Séminaire;
(4) = rentes et lods de la seigneurie du Lac-des-Deux-Montagnes (en argent et en blé, le blé étant converti en argent selon le prix annuel moyen indiqué par les Sulpiciens), ASS, vol. II, n° 199;
(5) = rentes et lods de la seigneurie St-Sulpice (en argent et en blé, le blé étant converti en argent comme en (4), *ibid.*);
(6) = total du blé des moulins des Sulpiciens, le blé étant converti en argent comme en (4), *ibid* et n° 50, vol. 6, 6₁ et 6₂.

** En £ cours d'Halifax.

*** En livres françaises de 20 sols. *fl.* = 20 shillings = 24 livres de 20 sols.

Donc, ici encore, les tendances de cet indicateur de fonctionnement de grands ensembles seigneuriaux sont nettes : point de signe de crise.

iv) *l'endettement paysan*

Nous avons cherché en vain les signes d'un accroissement de l'endettement paysan dans cette période. Rien qui ne pointe dans cette direction, du moins dans les seigneuries que nous avons examinées. Au contraire, à Québec comme à Montréal, les mutations se multiplient et les lods en ventes se paient rapidement, signe d'une certaine épargne des habitants.¹⁰³ Il faut d'ailleurs procéder prudemment lorsqu'on suppose l'état de l'endettement des censitaires d'une seigneurie à un moment du temps. En effet, les habitants ne paient souvent leurs cens et rentes qu'à tous les deux ou trois ans. On pourrait donc voir de l'endettement là où il n'y a que fiction comptable puisqu'à ces "dettes" correspondent des épargnes qui s'accumulent chez les censitaires. Nos sondages n'ont pu mettre à jour de signes d'endettement accru avant 1812 : peu ou pas de dettes, peu ou pas de comptes en souffrance, donc pas de signes, ici encore, d'un appauvrissement des habitants.¹⁰⁴

2. Les autres secteurs

Il n'est pas question d'analyser ici en détail les niveaux de vie de tous les autres groupes sociaux ou de jauger l'activité économique dans tous les autres secteurs. Cependant, l'une des conséquences attribuées à la crise agricole est, *via* la crise générale de l'agriculture qu'elle déclenche, une crise de l'économie bas-canadienne dans son entier. Un coup d'œil s'impose donc sur l'évolution du niveau de vie de certains autres groupes sociaux au cours des années 1792-1812. Pour couper au plus court, nous nous restreindrons à la seule région de Québec et à quelques notes à valeur surtout indicative.

¹⁰³ Par exemple, dans les seigneuries des Jésuites (district de Québec), les mutations passent d'une moyenne de 9 ou 10 entre 1800 et 1808, à 15 en 1809, puis 55 pour la seule année 1810, avec un bond considérable dans les lods et ventes (ils sont acquittés). (APQ, QBC-20, t. 2).

¹⁰⁴ *Ibid.* Dans la baronnie de Longueuil, en 1811, on compte 520 censitaires libres de toute dette et 115 qui doivent diverses sommes. Mais si on suit les censitaires "endettés", ils remboursent leurs "dettes" rapidement. Voici quelques exemples de dettes payées entre 1801 et 1811 : 850 livres (de 20 sols) de lods et ventes, payées en deux ans (1809-1810) ; 858 livres (1803-1811) ; 1,307 livres (1805-1810). (APQ, gr. coll., papiers des seigneuries, livres de comptes de la baronnie de Longueuil). La plupart de ces sommes sont des lods et ventes. Dans les autres seigneuries étudiées, on ne note pas d'endettement.

Il est bien connu que la demande de main-d'œuvre dans les villes du Bas-Canada s'amplifie à mesure que l'économie se modernise. Cette pression entraîne des hausses de gages fort importantes tout au long de la période pour les manœuvres et un large éventail d'hommes de métiers à Québec. Certaines comparaisons avec des villes américaines comme Philadelphie révèlent d'ailleurs que les salaires quotidiens des ouvriers à Québec grimpent beaucoup plus vite ici que là.¹⁰⁵ Nous avons retenu les salaires des manœuvres à Québec et après les avoir transformés en nombres-indices sur la base du salaire de 1794 = 100, nous avons dégonflé cet indice par notre indice des prix à la consommation à Québec pour extraire la mesure du niveau de vie de ce groupe social.¹⁰⁶ Les résultats sont présentés au graphique 2. On voit nettement la montée extrêmement rapide du niveau de vie des manœuvres de Québec à partir de 1796.

Nous avons suivi une démarche analogue pour cerner le niveau de vie des fonctionnaires. Nous avons en effet choisi 10 fonctions à peu près standard et qui se continuent durant toute la période. Nous avons construit un indice grossier du niveau des salaires dans la fonction publique en donnant une pondération égale au nombre-indice représentant chaque fonction.¹⁰⁷ Comme pour les manœuvres, nous avons ensuite dégonflé cet indice par l'indice des prix à la consommation à Québec pour en tirer une mesure de standard de vie des fonctionnaires à Québec. Les résultats sont aussi inscrits sur le graphique 2. On y voit clairement démarquées les difficultés des fonctionnaires qui, dans le Bas-Canada au tournant du XIXe siècle comme en d'autres temps et lieux, souffrent durement de l'inflation. Cependant, encore une fois, leur niveau de vie s'améliore (relativement tout au moins) à partir de 1796.

Si l'on compare l'évolution des niveaux de vie des manœuvres, des habitants et des fonctionnaires au graphique 2, on

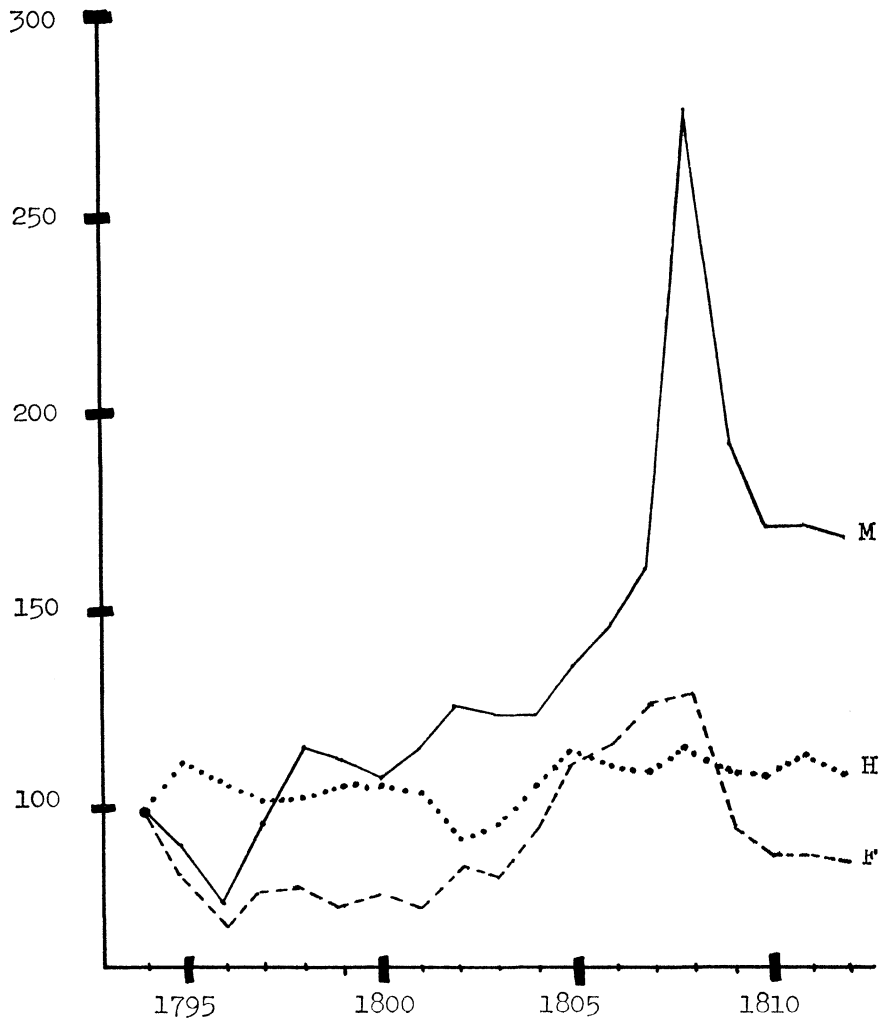
¹⁰⁵ G. Paquet et J.-P. Wallot, "La Restructuration", section IV. La rareté de la main-d'œuvre est telle qu'il est souvent impossible ou difficile de trouver des ouvriers pour les travaux de la ferme (v.g. APQ, QBC-19, 3: 270; APQ, registre des lettres de la Société d'agriculture de Québec, 61 *sqq.*, etc.).

¹⁰⁶ Nous avons simplement transformé l'indice des prix à la consommation du tableau V en un autre sur la base de 1794 = 100. La raison en est que nous ne pouvions obtenir l'indice de salaires des fonctionnaires avant 1794 et que nous tenions à présenter fonctionnaires, habitants et manœuvres sur le même graphique. Nous avons donc dû modifier également dans le même sens une condensation annuelle de notre indice des prix agricoles à Québec.

¹⁰⁷ G. Paquet et J.-P. Wallot, "Lower Canada", tableau 10.

GRAPHIQUE 2

Indice annuel de l'évolution du niveau de vie des manœuvres, des habitants et des fonctionnaires dans la région de Québec (1794-1812) 1794 = 100



Source : G. Paquet et J.-P. Wallot, "La restructuration...", section IV; G. Paquet et J.-P. Wallot, "Lower Canada...", tableau 10; et les tableaux II et IV du présent article.

discerne la prospérité croissante des manœuvres, l'amélioration lente du niveau de vie des habitants et les difficultés des fonctionnaires.

Nous avons discuté ailleurs de l'évolution des professionnels entre 1792 et 1812.¹⁰⁸ Leurs revenus sont supérieurs à la plupart des emplois de la fonction publique et l'on ne voit aucune indication avant 1812 de ce congestionnement des cadres dont on fait tellement état. Avocats, notaires, médecins, arpenteurs s'en tirent tous bien, même s'il faut noter un déclin modeste de la position des notaires en toute fin de période (1807-1811) : il s'agit moins cependant de difficultés réelles que de l'amélioration relative du sort des autres groupes.

Par conséquent, nulle part ne percevons-nous les effets d'appauvrissement qu'on pourrait s'attendre à trouver chez les habitants ou les autres groupes sociaux, si de fait il y avait crise agricole dans la première décennie du XIXe siècle.¹⁰⁹

* *
*

En résumé, la thèse Ouellet d'une crise agricole dans la première décennie du XIXe siècle est irrecevable. Elle ne résiste pas à un test de plausibilité. De plus, ses postulats — conservatisme des habitants et fermeté de la demande — ne tiennent pas. Son mécanisme avoué — surpeuplement et rareté des terres en conjonction avec l'utilisation de techniques agricoles primitives provoquant des blocages dans l'extension des terres en culture et des déclinés marqués dans les rendements — ne joue pas. Enfin, les effets économiques de cette crise présumée — appauvrissement des habitants et des autres groupes sociaux — n'ont pu être observés.

IV. Une autre hypothèse

Ouellet, on s'en rappellera, a mis en place cet appareil élaboré pour expliquer les tensions et conflits socio-ethniques et politiques de la première décennie du XIXe siècle. Mais si nous refusons la thèse Ouellet, les tensions et conflits demeurent comme des faits fort accusés qui exigent un schéma d'explication. En effet, si la thèse de la crise agricole n'est pas recevable

¹⁰⁸ G. Paquet et J.-P. Wallot, *Patronage*, chap. 5.

¹⁰⁹ Faut-il s'étonner, alors, qu'une Assemblée composée surtout d'habitants et de professionnels, s'occupe si peu d'agriculture avant 1812 ? Voir *ibid.*, chap. 2.

pour les années 1802-1812, le mécanisme Parker utilisé par Ouellet ne peut plus rendre compte de la montée du premier nationalisme canadien-français dans cette période.

Ce n'est pas le lieu ni le moment de développer pleinement toutes les articulations des autres analyses possibles. Nous pouvons d'ailleurs en imaginer plusieurs. Nous nous contenterons d'esquisser en quelques paragraphes les contours d'un de ces autres schémas d'explication qui a guidé notre propre recherche. Comme il s'agit d'une hypothèse que nous avons développée ailleurs,¹¹⁰ on comprendra que nous n'ayons pas jugé utile de reprendre dans un article à vocation critique une argumentation qui réclamerait quelque élaboration.

En quelques traits vifs, voilà comment nous voyons le problème. Il nous semble que l'erreur initiale de bien des historiens a été d'opter pour la position Labrousse. La position Mauro-North est plus intéressante. Comme l'écrit North à propos des Etats-Unis au début du XIXe siècle, "one would have to posit a tremendous decline in agricultural productivity to counteract the very substantial expansion in the international sector of the economy and there is no evidence of such a decline".¹¹¹ Nous disons que cette position vaut tout autant pour le Bas-Canada. Partant de l'économie commerciale comme économie motrice, nous posons que les forces du marché ont insensiblement mais perceptiblement restructuré et modernisé l'appareil économique et social du Bas-Canada entre 1792 et 1812. Pour ausculter ce procès de modernisation, nous avons mis au point un appareil d'analyse souple à trois secteurs que nous avons rappelé en introduction.

Il y a modernisation des structures et des hommes (car, comme le dit si bien Perroux, l'économie est une machine à faire les hommes). Il y a aussi affirmation d'une conscience politique vigoureuse entre 1791 et 1812. Nous disons bien affirmation, car l'éveil est venu avant.¹¹² Pour nous, rejetant ce postulat du conservatisme des Canadiens, nous proposons au contraire que de même qu'ils étaient des maximiseurs de profit dans leurs activités économiques, ils sont d'astucieux politiques

¹¹⁰ G. Paquet et J.-P. Wallot, "La Restructuration" (1970); "Le Bas-Canada" (1971); *Patronage* (1972). Nous sommes à préparer une étude d'histoire économique et sociale du Bas-Canada au tournant du XIXe siècle qui sera complétée à la fin de 1972 et publiée en 1973.

¹¹¹ D. C. North, *The Economic*, 54.

¹¹² P. Tousignant, *La Genèse et l'avènement de la Constitution de 1791* (thèse de Ph.D., Université de Montréal, 1971).

qui ambitionnent de moderniser l'appareil politique à leur profit et qui, pour y arriver, bloquent effectivement les progrès économiques et sociaux qui risqueraient de consolider le pouvoir et l'autorité du groupe britannique.

C'est l'impasse, le *pat*. L'Etat est neutralisé par ces deux ordres sociaux braqués l'un contre l'autre. Le Bas-Canada se voit donc forcé de vivre en équilibre conflictuel, chaque parti ne sachant pas encore qu'il ne peut ni se débarrasser de l'autre ni le dominer complètement.¹¹³ Voilà le sens des tensions socio-ethniques et politiques ainsi que des conflits dans la première décennie du XIXe siècle, un sens qui gardera une importance dominante jusqu'à ce que cet équilibre conflictuel soit brisé en 1837-40. Alors le *pat* est rompu et il s'ensuit un grand déblocage.¹¹⁴

Il faut donc chercher l'explicitation du premier nationalisme canadien-français au-delà d'un économisme grossier ou d'une crise de la production agricole armée d'un mécanisme à la Parker. Il s'agit plutôt des premières instances formalisées de la longue histoire d'un équilibre conflictuel qui, tout au long de la première moitié du XIXe siècle, cherchera à inventer des armistices sociaux viables, à discerner des voies d'un compromis porteur de progrès entre la montée du capitalisme commercial et l'action politique de groupes qui veulent le *dominium* sur les appareils de l'Etat.

V. Conclusion

Dans les pages qui précèdent, nous avons tenté de faire l'examen critique d'une thèse importante de l'historiographie bas-canadienne. Dans un premier temps, nous avons rappelé comment cette thèse avait évolué tout au long des dernières décennies avant de se cristalliser en une version accréditée dans les travaux du professeur Ouellet au cours des années 1960.

Pour examiner les fondements de la thèse Ouellet, nous avons d'abord posé un appareil d'analyse assez simple qui permette de dégager d'une enquête riche mais souvent embrouillée, le corpus des postulats implicites, des mécanismes en action et des conséquences explicitement imputées à la crise agricole dans la première décennie du XIXe siècle. Ensuite, nous avons tenté de vérifier d'aussi près que possible le bien-fondé des postulats,

¹¹³ Sur la notion d'équilibre conflictuel, voir M. Crozier, *La Société bloquée* (Paris, 1970).

¹¹⁴ G. Paquet et J.-P. Wallot, *Patronage*, chap. 6.

le fonctionnement des mécanismes et l'existence des effets économiques de la crise agricole. Comme notre documentation, tout comme celle d'ailleurs du professeur Ouellet, n'est pas parfaitement ajustée aux questions que pose l'analyse, il nous a fallu procéder avec beaucoup de circonspection. Nous avons tenté à tout moment de formuler ces questions aussi clairement que possible et de verser au dossier les éléments théoriques et documentaires que nous avons utilisés. Cet examen critique a conduit à renvoyer comme irrecevable la thèse Ouellet et à esquisser en style télégraphique certains éléments pour une réinterprétation des faits et circonstances du Bas-Canada au tournant du XIXe siècle.

Le débat des dernières décennies autour de la crise agricole n'a pas été inutile. Comme l'a si bien dit Gaston Bachelard, "la connaissance cohérente est un produit non pas de la raison architectonique mais de la raison polémique". Il ressort de ces débats et critiques un "surobjet" différent de l'objet du débat initial, un "surobjet" qui est en quelque sorte cette somme des critiques qui constitue le seul résidu solide après un débat enraciné dans une image ou idée première qui a disparu en cours de route.¹¹⁵ En ce sens, l'idée d'une crise agricole dans la première décennie du XIXe siècle aura eu son utilité. Quant à savoir si le débat est résolu pour autant, nous ne saurions le dire.

¹¹⁵ "Le surobject est le résultat d'une objectivation critique, d'une objectivité qui ne retient de l'objet que ce qu'elle a critiqué" (G. Bachelard, *La Philosophie du non* (Paris, 1949), 139).